

OBSERVATOIRE DES ÉCONOMIES ILLICITES EN AFRIQUE DE L'OUEST

NUMÉRO **2** NOVEMBRE 2021

En résumé

1. Le plus grand terrain aurifère du Tchad, Kouri Bougoudi, est essentiel pour les efforts de stabilisation de la région.

Le terrain aurifère de Kouri Bougoudi se trouve au cœur d'une région instable à la frontière avec la Libye et largement hors d'atteinte des autorités nationales. Bien que la zone abrite depuis longtemps des groupes d'opposition et criminels, ce terrain aurifère est devenu l'un des sites clés des activités illicites dans la région, notamment la contrebande et le trafic d'armes, de drogues, de carburant, de denrées alimentaires de base et de migrants, en plus de l'or. Tandis que le Tchad entre dans une nouvelle période d'incertitude politique après le décès du président Idriss Déby en poste durant de longues années, les tentatives de stabilisation régionale devront tenir compte de ces économies criminelles et des intérêts de la communauté locale dans le secteur de l'extraction aurifère.

2. Avec le renforcement de la mainmise d'un groupe armé non étatique sur les ressources dans l'ouest de la République centrafricaine (RCA), une intensification des violences est à craindre.

En RCA, le groupe rebelle nommé « Retour, réclamation et réhabilitation », ou « 3R », est passé du statut de milice d'auto-défense formée pour protéger les éleveurs de bétail Peuls à celui d'organisation criminelle prédatrice ayant d'importants intérêts criminels. Bien que la taxation du commerce du bétail soit essentielle au financement du 3R, le passage plus récent du groupe à la taxation de l'extraction artisanale de l'or marque une diversification de ses flux de revenus. Elle pourrait aussi être le signe d'un intérêt croissant pour les revenus issus des marchés illicites, conformément aux priorités énoncées par le « Général Bobbo », qui a pris la tête du groupe rebelle en mars 2021.



3. La diffusion des techniques d'extraction à base de cyanure modifie les dynamiques criminelles dans les mines d'or au Burkina Faso et au Mali.

L'adoption croissante des techniques d'extraction au cyanure modifie l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or (ASGM) au Burkina Faso et au Mali. Le Burkina Faso est devenu une plaque tournante du trafic de cyanure, avec des vendeurs et des courtiers qui facilitent les ventes dans l'ensemble du pays, ainsi qu'au Mali. L'introduction coûteuse du cyanure dans les processus d'extraction de l'or, qui permet une extraction plus efficace, a modifié les dynamiques de pouvoir dans le secteur, en perturbant les économies locales et les hiérarchies sociales, et en créant des divisions sociales, que les groupes djihadistes présents dans la région ont exploités dans des contextes similaires.

4. La région du Sud-Ouest du Burkina Faso risque de devenir une nouvelle zone d'insécurité.

Au Burkina Faso, les violences responsables de plus de 2 000 morts et de plus de 1,4 millions de déplacés internes depuis 2015 sont concentrées dans le nord et l'est du pays. Mais de nouvelles poches d'instabilité émergent dans d'autres régions, y compris dans la région Sud-Ouest, précédemment stable.¹ Frontalier de la Côte d'Ivoire et du Ghana, zone où des groupes djihadistes ont fait des incursions ces dernières années, le Sud-Ouest est l'une des zones d'ASGM les plus prolifiques du pays. Face aux conflits entre les communautés locales et les mineurs qui se rendent dans la région à la recherche d'or, les autorités ont indiqué craindre que les sites d'ASGM ne deviennent des points de départ d'épisodes de violence.

À PROPOS DE CE NUMÉRO

L'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or (ASGM) joue un rôle essentiel dans les dynamiques de stabilité en Afrique de l'Ouest. Elle est devenue une source toujours plus importante de revenus pour les acteurs des conflits dans la région, surtout depuis que la pandémie de Covid-19 a réduit les revenus que généraient beaucoup d'autres économies, notamment le trafic de cigarettes et de migrants.² En revanche, les revenus des groupes armés du Sahel issus de l'extraction minière artisanale d'or et de la contrebande ont enregistré une tendance inverse et auraient augmenté tout au long de l'année 2020.³ Bien que l'assouplissement des restrictions aux frontières ait permis une résurgence de la contrebande de marchandises, l'importance des revenus issus de

l'économie aurifère pour les acteurs des conflits dans la région n'a pas diminué.

Toutefois, la relation entre l'ASGM et l'instabilité est complexe : le secteur fournit également des moyens d'existence pour de nombreuses communautés où les alternatives sont rares, et cela peut avoir un effet stabilisateur dans des régions instables.

Reconnaissant le rôle complexe et essentiel de l'économie de l'or dans la stabilité au sein de la région, ce numéro du bulletin de risque des économies illicites en Afrique de l'Ouest examine les relations entre l'ASGM, les économies criminelles et la sécurité en République centrafricaine, dans le nord du Tchad, au Mali et au Burkina Faso.

Notes

1. Insecurity in Southwestern Burkina Faso in the context of an expanding insurgency (L'insécurité dans le sud-ouest du Burkina Faso dans le contexte d'une insurrection en expansion), 17 janvier 2019, <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/insecurity-southwestern-burkina-faso-context-expanding-insurgency>.
2. Par exemple, les chiffres de la migration interne, de l'immigration et de l'émigration au Niger auraient chuté de 48 % à 50 % par

rapport aux chiffres de 2019. Voir RHIPTO, Centre norvégien pour les analyses mondiales, Impact of Covid-19 on conflict, crime and threat finance in the Trans-Sahara: Security implications (Impact de la Covid-19 sur le financement des conflits, du crime et des menaces dans le commerce transsaharien : implications pour la sécurité), 5 novembre 2020.

3. Ibid.

Le plus grand terrain aurifère du Tchad, Kouri Bougoudi, est essentiel pour les efforts de stabilisation de la région.

En avril 2021, les rebelles du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT) sont entrés sur le territoire tchadien en passant par sa frontière septentrionale avec la Libye, et ont mené l'incursion rebelle la plus importante dans le pays depuis 2008. Les bouleversements politiques qui ont suivi, notamment la mort du président de l'époque, Idriss Déby, ont non seulement soulevé des questions au sujet de l'avenir du système politique du Tchad, mais ont aussi mis en exergue la mesure dans laquelle le nord du Tchad reste un élément clé des dynamiques instables de sécurité régionale qui détermineront l'avenir du pays.

Le terrain aurifère de Kouri Bougoudi, à cheval sur la frontière entre le Tchad et la Libye, est une zone où se concentrent marchés illicites et acteurs criminels armés, qui ont contribué à l'instabilité de la région.⁴ Cette dernière est en proie à de régulières explosions de violence en raison de sources de tensions profondes entre les acteurs locaux, de conflits politiques et de la concurrence pour les ressources.¹

Dans le même temps, l'extraction minière d'or dans Kouri Bougoudi fournit des moyens d'existence essentiels ainsi que des opportunités économiques pour les populations locales dans une région par ailleurs marginale et appauvrie. Dans un contexte où le nord du Tchad et ses zones frontalières avec le Niger et la Libye font face à une déstabilisation ultérieure provoquée par le retour de

Libye de groupes de rebelles et de mercenaires suite aux accords de cessez-le-feu d'octobre 2020,² l'extraction minière artisanale d'or peut offrir des alternatives aux activités criminelles et à la mobilisation armée. La formation d'un nouveau gouvernement de transition au Tchad, après la mort d'Idriss Déby en avril 2021, pourrait offrir l'opportunité de renouveler les efforts de stabilisation dans la région du Tibesti en faisant des efforts durables pour réglementer l'extraction minière d'or et en s'écartant des approches purement sécuritaires de la gestion de la zone.

Situé au cœur de plusieurs économies criminelles régionales qui se chevauchent, Kouri Bougoudi représente une poudrière potentielle pour la région. Il met également en lumière dans quelle mesure des efforts efficaces pour stabiliser le nord du Tchad devront non seulement tenir compte d'intérêts criminels complexes, mais aussi répondre aux griefs et attentes de longue date des communautés locales. Un engagement qui ne prend pas en compte ces dynamiques risque simplement de créer de nouvelles poches d'instabilité à la fois au niveau national et dans toute la sous-région.

Les marchés illicites prospèrent à kouri bougoudi

La découverte de gisements aurifères dans le nord du Tchad en 2012 a déclenché une ruée d'orpailleurs d'or tchadiens et étrangers.³ Kouri Bougoudi est le plus grand terrain aurifère dans le nord du Tchad, avec des



Vue de Kouri 17, l'un des principaux sites d'extraction d'or.

Photo : GI-TOC

sites miniers présents également du côté libyen de la frontière. Couvrant aujourd'hui environ 300 km², la zone aurifère a compté à son maximum 40 000 mineurs, migrants et autres.⁴ Kouri Bougoudi est également une importante plaque tournante régionale pour les groupes armés polycriminels impliqués dans la

contrebande de carburant et de denrées alimentaires de base, le trafic de drogue et d'armes, ainsi que le banditisme armé.⁵

L'extraction minière artisanale d'or est officiellement interdite au Tchad, mais sa nature lucrative et des failles

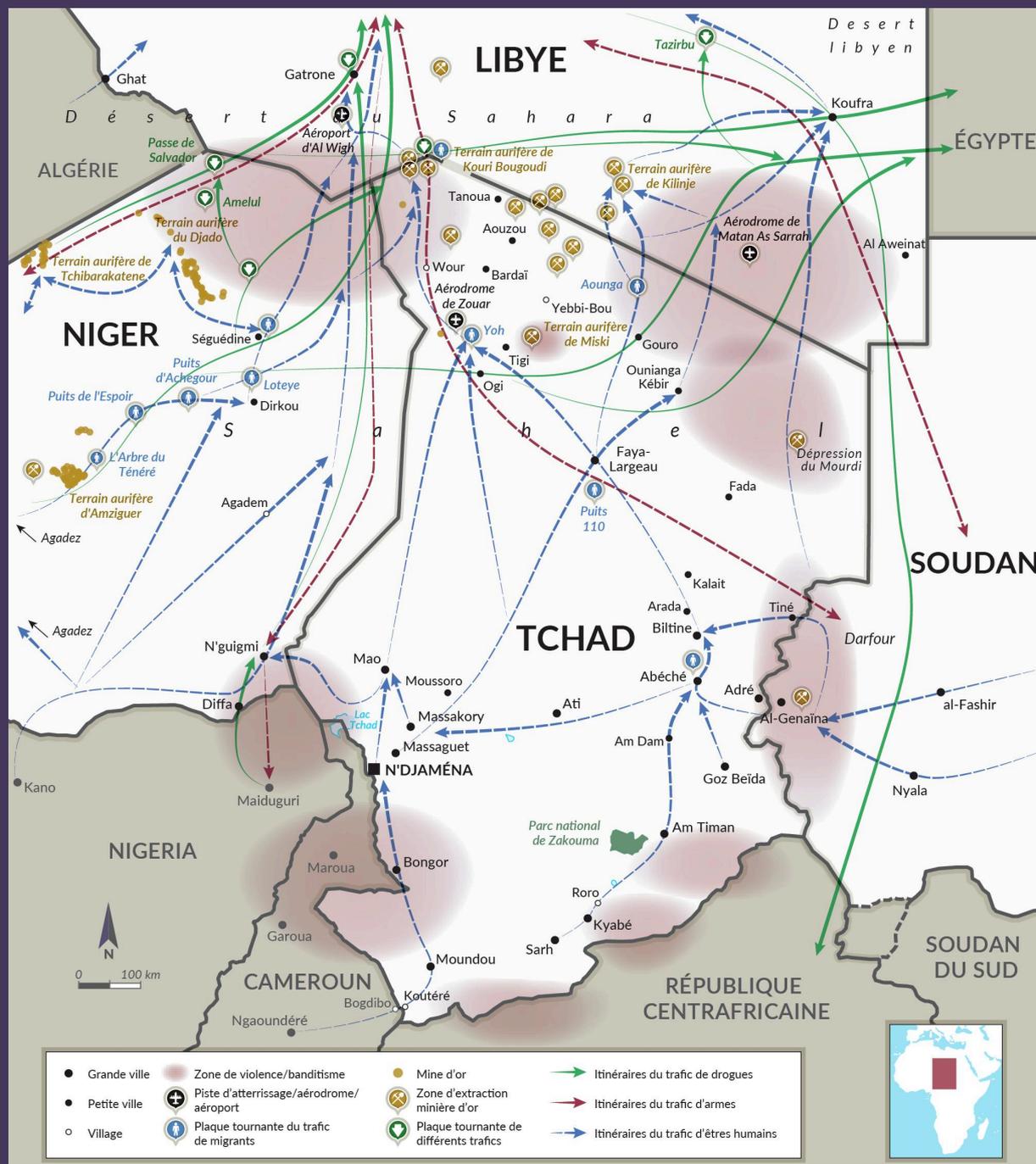


Figure 1 Zones d'extraction minière d'or au Tchad et itinéraires régionaux des trafics.

dans l'application de l'interdiction gouvernementale à Kouri Bougoudi ont fait de ce terrain aurifère un aimant à mineurs et négociants venant de toute la région. Les négociants achètent l'or extraite par les mineurs et les « propriétaires » des sites avant de le vendre via différents canaux. La majeure partie de l'or provenant de Kouri Bougoudi est soit transportée vers le sud jusqu'à N'Djaména avant d'être exportée, soit vendue en Libye. L'or est également utilisé sur place comme monnaie et peut changer de mains lors de transactions commerciales destinées à acheter des vivres, comme de la nourriture, de l'eau et du matériel,⁶ ou bien des marchandises illicites (il a été signalé que l'or est utilisé pour acheter de la drogue et des armes).⁷

Kouri Bougoudi est également un point de passage pour le trafic d'êtres humains ; avec des migrants voyageant vers le nord du Tchad à la recherche d'opportunités économiques avant de poursuivre vers la Libye ou l'Europe. La découverte de l'or dans la région du Tibesti a augmenté la popularité du Tchad auprès des migrants, à la fois comme pays de destination et de transit. La zone présente un attrait important pour les migrants pauvres qui cherchent à gagner de l'argent au cours de leur voyage vers le nord. Le rôle du Tchad comme pays de transit pour les migrants a accéléré après 2016, quand des campagnes de lutte contre la contrebande lancées au Niger et au Soudan ont déplacé à travers le pays certains des flux tournés vers le nord.⁸

Toutefois, une absence de réglementation ou d'application de la loi dans les zones aurifères comme Kouri Bougoudi expose les migrants au risque de traite des personnes, surtout ceux qui voyagent à crédit pour travailler dans les zones aurifères.⁹ De nombreux passeurs ont adopté le rôle de recruteurs de main-d'œuvre pour les mines dans le pays, offrant aux mineurs potentiels la possibilité de voyager à crédit. Les passeurs sont ensuite payés par les propriétaires des mines, qui emploient les mineurs sous la forme de travail en servitude, dans le cadre duquel les mineurs doivent d'abord rembourser les coûts liés à leur recrutement avant de commencer à gagner un salaire. Les dettes des migrants pour leur passage sont d'environ 300 000 francs CFA (FCFA) (environ 460 €).¹⁰ Ces conventions de travail se transforment souvent en une exploitation des travailleurs, car ces derniers passent sous la tutelle de différents propriétaires de mines.¹¹ Un jeune homme originaire de Kyabé, dans le sud du Tchad, a expliqué comment son expérience de mineur a pris une tournure dramatique au début de l'année 2021 :

J'ai voyagé à crédit et j'ai dû travailler pendant longtemps pour rembourser ma dette. Les conditions de travail étaient très difficiles et nos patrons n'avaient aucune pitié. Ils confisquaient tout l'or que nous trouvions en disant qu'il servait à rembourser notre transport, notre nourriture et notre eau, ou bien le matériel. Au final, il ne nous restait rien et parfois nous changions de patron sans notre consentement. Le remboursement des frais de voyage peut représenter jusqu'à deux ou trois fois le montant [initial]. Il n'y a pas de liberté pour les mineurs et les tentatives de fuite les exposent à la colère et aux représailles des patrons.

Les acteurs du crime organisé qui opèrent dans cette zone aurifère ont également investi dans le trafic de drogue,¹² alimenté en partie par une consommation locale croissante.¹³ Les drogues qui y sont les plus couramment consommées sont le cannabis et le Tramadol,¹⁴ pour un usage principalement palliatif. En effet, la plupart des consommateurs cherchent à éviter ou à contrer les effets des conditions de travail éreintantes.¹⁵

Selon un chauffeur routier travaillant entre Abéché et Kouri Bougoudi : 'Toutes [sortes de] drogues sont consommées ici. Les drogues sont utilisées quotidiennement et très fréquemment, pour différentes raisons. Selon moi, elles mobilisent les gens et les motivent [à travailler] dans les mines. Elles sont visibles partout et il y a de nombreux consommateurs.'¹⁶

Kouri Bougoudi se trouve également au cœur des opérations régionales de trafic d'armes, alimentées en partie par la prolifération des armes légères qui a suivi l'effondrement du régime de Mouammar Kadhafi en Libye en 2011.¹⁷ Des armes et munitions de Libye sont envoyées dans la région le long de circuits clandestins à travers le sud de la Libye, via Oumm al-Aranib, Gatrone, Domozo et Emi Madama. Sur le terrain aurifère, les trafiquants d'armes gèrent les opérations depuis des localités telles que Hour Madanine, un marché bien connu pour le trafic de drogue et d'armes.¹⁸ Les armes arrivent sur les marchés locaux, régionaux et internationaux, y compris dans les pays voisins du Tchad, surtout au Soudan et au Niger.¹⁹

La demande d'armes au sein des réseaux criminels et de la communauté vivant de l'extraction minière d'or s'est aussi développée dans la zone d'extraction elle-même, en réponse à la hausse de l'insécurité et de la criminalité.

Cela a exacerbé les conditions préexistantes d'insécurité et de violence,²⁰ avec des disputes qui se résolvent souvent par la forme armée et la coercition. Selon un contact, les meurtres sont devenus quotidiens dans certaines des zones les plus dangereuses du terrain aurifère, comme Hour Madanine.²¹

Défis et opportunités de stabilisation à Kouri Bougoudi

Cette convergence des activités illicites à Kouri Bougoudi est fortement liée à l'instabilité et aux dynamiques du conflit à l'échelle locale et régionale.

Au sein des communautés vivant de l'extraction minière d'or, les activités non réglementées et illicites ont alimenté la concurrence pour les ressources et le conflit intercommunautaire, ainsi que les tensions entre les acteurs locaux et les autorités nationales.²² La communauté à Kouri Bougoudi est principalement composée de Toubous tchadiens et libyens locaux, mais aussi de communautés venues de l'est et du sud du Tchad et du Darfour, notamment des Zaghawa et des groupes ethniques arabes.²³ Les arrivées en masse d'orpailleurs d'autres régions à la suite de la découverte du métal doré à Kouri Bougoudi ont mené à des explosions de violence intercommunautaires, déclenchées par la concurrence pour le contrôle des opérations minières, mais souvent enracinées dans d'anciennes hostilités entre groupes ethniques.²⁴ La ruée vers l'or, et la réponse des autorités nationales, ont également exacerbé les tensions entre les communautés et les autorités tchadiennes.²⁵ Les militaires tchadiens, par exemple, ont été accusés de s'associer avec certains orpailleurs à Kouri Bougoudi avec lesquels ils partagent des affinités ethniques.²⁶

Ici, les communautés qui vivent de l'extraction minière d'or ont développé leurs propres mécanismes de gestion des conflits afin d'atténuer les tensions et de réduire la violence. Par exemple, chaque communauté a des représentants qui jouent un rôle central dans la réglementation des relations en l'absence de toute autorité formelle ou de forces de l'ordre de l'État. Ces représentants jouent le rôle de médiateurs en cas de disputes entre mineurs, et peuvent même autoriser ou coordonner des représailles ou une désescalade en cas de disputes intercommunautaires. Bien que ces mécanismes restent faibles et que de violents affrontements continuent de se produire, ils représentent un point de départ potentiel pour concevoir des cadres réglementaires plus formels, durables et locaux qui font appel à l'expérience et l'autorité des dirigeants communautaires.

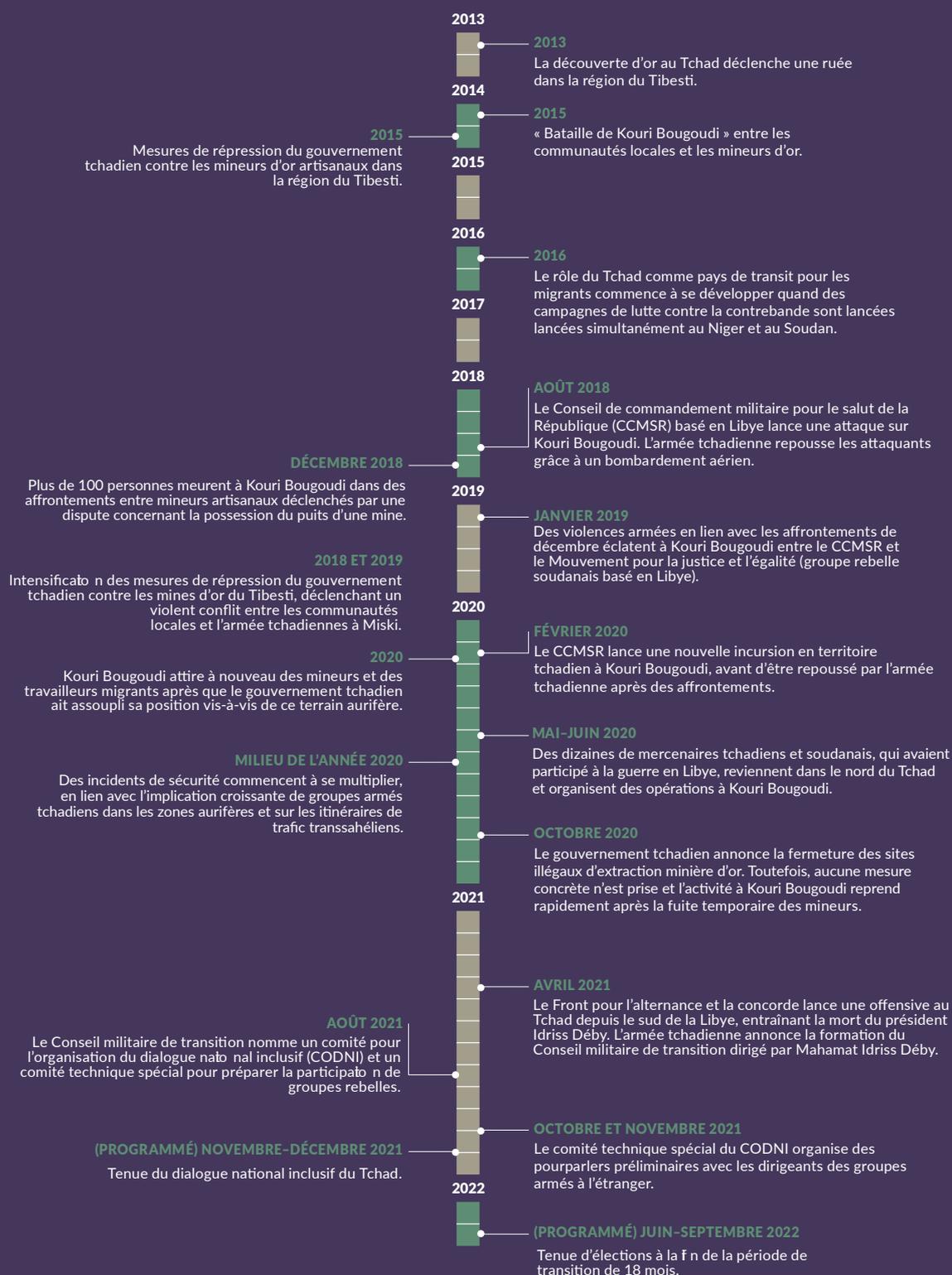
L'extraction minière d'or assure aussi des moyens d'existence pour les jeunes du Tchad, de Libye et du Soudan dans un contexte où les opportunités économiques formelles sont rares. Cela inclut non seulement l'emploi direct dans les mines d'or, mais aussi des opportunités d'emploi dans les économies secondaires qui se développent autour et sont soutenues par les mines. Un marché florissant fournissant de la nourriture, de l'eau, du matériel et d'autres produits de première nécessité à la communauté qui vit de l'extraction minière d'or a stimulé les économies localement et dans d'autres villes, comme Abéché.²⁷ Le soutien apporté à ces conditions économiques est donc un facteur important dans la stabilisation de la région, en offrant notamment des opportunités à ceux qui pourraient sinon rejoindre des groupes d'opposition armés ou se tourner vers le banditisme pour gagner de l'argent.



Marché de Kouri 17, un point d'échange clé fournissant le terrain aurifère de Kouri Bougoudi en denrées alimentaires, eau, marchandises et matériel depuis la Libye.

Photo : GI-TOC

CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS CLÉS À KOURI BOUGOUDI



Ici, l'approche politique qu'adopte N'Djaména vis-à-vis de l'extraction minière artisanale d'or sera cruciale pour la réussite des efforts de stabilisation de la région. Les revenus issus de l'extraction minière d'or à Kouri Bougoudi sont arrivés dans les caisses de rebelles tchadiens basés en Libye, et ayant des liens communautaires et politiques avec des groupes impliqués sur ce territoire aurifère. Cherchant à réduire la capacité des groupes rebelles à tirer des revenus (et des recrues) du site aurifère, le gouvernement tchadien a tenté à plusieurs reprises par le passé d'arrêter l'extraction minière artisanale d'or. Il a bloqué les voyages vers les zones aurifères et les approvisionnements en eau, expulsé par la force les mineurs, détruit le matériel et fermé les frontières.²⁸ Les mesures de répression contre Kouri Bougoudi se sont intensifiées en 2018 et 2019,²⁹ et en octobre 2020 le gouvernement tchadien a annoncé la fermeture des sites illégaux d'extraction minière d'or dans le pays, ainsi que son intention d'évacuer tous les mineurs.³⁰ Cependant, aucune action concrète n'a été faite pour appliquer ces mesures, et l'activité à Kouri

Bougoudi a rapidement repris après la fuite temporaire des mineurs.³¹

Les mesures de répression du gouvernement contre les mines d'or ont non seulement été un échec, mais elles ont aussi été contre-productives. Elles ont en outre intensifié les dynamiques d'instabilité régionales³² en privant les communautés locales de moyens d'existence essentiels, alimentant ainsi les tensions entre les populations locales et les autorités nationales. Cela a aussi renforcé la perception que le manque d'infrastructures de la région, son accès limité aux services et sa faible représentation au sein des structures nationales sont le résultat d'une négligence de la part des autorités nationales.³³ Cela a alimenté le recrutement par les groupes armés.³⁴ La dépendance excessive du gouvernement aux approches sécuritaires pour stabiliser la région a entraîné une méfiance réciproque. En effet, les communautés locales voient ces tactiques comme la tentative du gouvernement de prendre le contrôle d'une lucrative industrie de l'extraction.³⁵

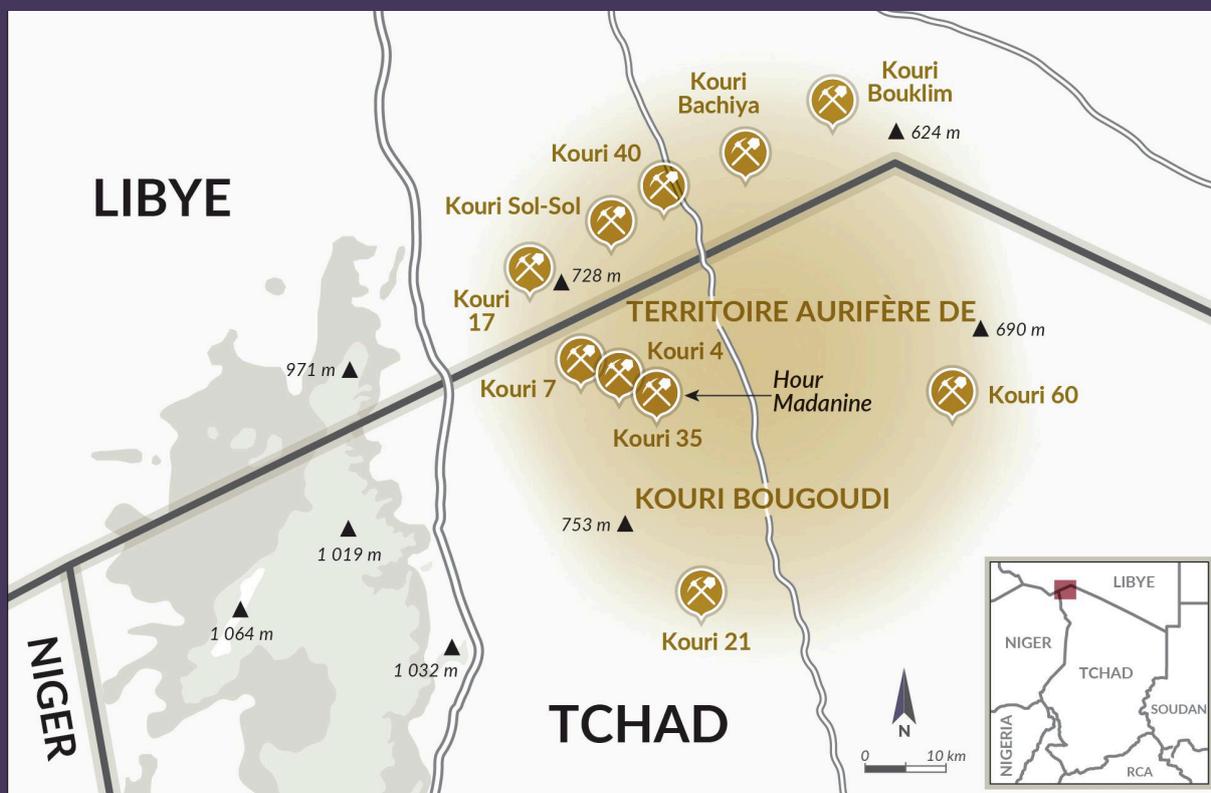


Figure 2 Principales mines d'or du territoire aurifère de Kouri Bougoudi, dans le nord du Tchad.

Toutefois, de manière prometteuse, certains éléments indiquent que le Comité militaire de transition du Tchad, formé à la suite de la mort d'Idriss Déby, pourrait adopter une approche légèrement différente. Le comité s'est concentré sur la restriction de l'accès aux zones aurifères du nord du Tchad en mettant en place des contrôles stricts sur les itinéraires du trafic d'êtres humains vers le nord du Tchad, au lieu de tenter des actions supplémentaires pour expulser les mineurs des terrains aurifères.

En outre, parallèlement aux efforts du comité de développer un processus de dialogue national via des consultations avec les dirigeants des groupes d'opposition,³⁶ le gouvernement a fait de discrètes propositions aux parties prenantes dans le nord du Tchad. Par exemple, l'ancien président Goukouni Weddeye, actuellement directeur d'un comité technique chargé de préparer la participation des groupes rebelles dans le dialogue national, a visité la ville de Miski en octobre 2021 pour discuter de la situation avec les leaders locaux.³⁷ Malgré des rapports contradictoires concernant les résultats de la mission, la visite peut être interprétée comme une étape positive vers l'apaisement des tensions et l'amélioration des relations entre les autorités nationales et locales.

Élaborer des politiques durables, justes et basées sur le dialogue et la consultation avec les communautés locales pour réglementer l'extraction aurifère pourrait réduire les conflits locaux et répondre à des griefs profondément

enracinés, qui contribuent à l'insécurité locale et régionale. Associée à un désarmement crédible et inclusif, à une démobilisation et à un programme de réintégration, la régularisation de l'extraction minière d'or aiderait à empêcher le recrutement dans les groupes armés et offrirait des moyens d'existence alternatifs légaux pour de nombreux jeunes tchadiens, qui pourraient sinon se tourner vers le crime organisé pour survivre.³⁸

L'absence de prise en compte et d'intégration de ces réalités économiques, politiques et sociales, y compris celles de la sphère criminelle, dans l'approche du Tchad de l'extraction minière d'or illicite risque d'éloigner encore davantage les communautés locales. En outre, les groupes armés et les réseaux criminels capitaliseraient sur les griefs locaux ainsi que sur les faibles présence et légitimité de l'État dans la région. Des risques plus élevés d'incursions supplémentaires de groupes rebelles tchadiens, dont la présence en Libye a été menacée par les développements politiques, et une insécurité croissante dans les régions transfrontalières du Tchad, du Niger et de la Libye constituent des menaces imminentes à la stabilité au Tchad et dans la région du Grand Sahel.

La position de Kouri Bougoudi au centre de ces dynamiques devrait donc être prise en compte par les autorités nationales, les États voisins et les partenaires internationaux dans les efforts de stabilisation.

Notes

1. Jérôme Tubiana et Claudio Gramizzi, *Tubu trouble: State and statelessness in the Chad-Sudan-Libya triangle (Conflits Toubous : État et apatridie dans le triangle Tchad-Soudan-Libye)*, Small Arms Survey, juillet 2017, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-CAR-WP43-Chad-Sudan-Libya.pdf>, p. 70-74.
2. Alexandre Bish, *Soldiers of fortune: The future of Chadian fighters after the Libyan ceasefire (Soldats de fortune : l'avenir des combattants tchadiens après le cessez-le-feu libyen)*, GI-TOC, novembre 2021.
3. Jérôme Tubiana et Claudio Gramizzi, *Tubu trouble: State and statelessness in the Chad-Sudan-Libya triangle (Conflits Toubous : État et apatridie dans le triangle Tchad-Soudan-Libye)*, Small Arms Survey, juillet 2017, p. 82, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-CAR-WP43-Chad-Sudan-Libya.pdf>.
4. Mark Micallef, Rupert Horsley et Alexandre Bish, *The human conveyor belt broken – assessing the collapse of the human-smuggling industry in Libya and the central Sahel (La courroie humaine rompue – évaluer l'effondrement du secteur lié au trafic d'êtres humains en Libye et au Sahel central)*, GI-TOC, mars 2019, p. 68, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/04/Global-Initiative-Human-Conveyor-Belt-Broken_March-2019.pdf.
5. Mark Micallef, Raouf Farrah, Alex Bish, et Victor Tanner, *After the storm - Organized crime across the Sahel-Sahara following upheaval in Libya and Mali (Après la tempête – Le crime organisé au Sahel et au Sahara suite à la révolte en Libye et au Mali)*, GI-TOC, novembre 2019, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/11/After_the_storm_GI-TOC.pdf, p. 72.
6. Ibid., p. 76.
7. Entretiens avec des chauffeurs et des négociants à Kouri Bougoudi, novembre 2020 et septembre 2021.
8. Ibid.
9. *Tchad : des associations alertent sur le phénomène grandissant de la traite des personnes*, RFI, 14 septembre 2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210914-tchad-des-associations-alertent-sur-le-ph%C3%A9nom%C3%A8ne-grandissant-de-la-traite-des-personnes>.
10. Mark Micallef et al, *Conflict, coping and covid: Changing human smuggling and trafficking dynamics in North Africa and the Sahel in 2019 and 2020 (Conflit, faire-face et covid : changer les dynamiques du trafic d'êtres humains en Afrique du Nord et au*

- Sahel en 2019 et 2020), GI-TOC, avril 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/06/GI-TOC-Changing-human-smuggling-and-trafficking-dynamics-in-North-Africa-and-the-Sahel-in-2019-and-2020.pdf>, p. 86.
11. Entretiens avec des migrants de retour dans le sud du Tchad, février 2021.
 12. Le trafic de drogue est facilité par la position de Kouri Bougoudi au carrefour du Tchad, du Niger et de la Libye, par sa proximité avec les plaques tournantes de la contrebande, mais aussi par son isolement qui la rend hors de portée des autorités étatiques.
 13. Mark Micallef, Raouf Farrah, Alex Bish et Victor Tanner, *After the storm – Organized crime across the Sahel- Sahara following upheaval in Libya and Mali (Après la tempête – Le crime organisé au Sahel et au Sahara suite à la révolte en Libye et au Mali)*, GI-TOC, novembre 2019, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/11/After_the_storm_GI-TOC.pdf, p. 92.
 14. Entretien avec un propriétaire de site d'extraction d'or à Kouri Bougoudi, février 2021.
 15. Entretiens avec des mineurs d'or et des négociants à Kouri Bougoudi, décembre 2020 ; La consommation de drogue au sein des communautés de mineurs d'or au Niger est également mentionnée dans Emmanuel Grégoire et Laurent Gagnol, *Ruées vers l'or au Sahara: l'orpaillage dans le désert du Ténéré et le massif de l'Aïr (Niger)*, *EchoGéo*, *Sur le Vif*, <http://journals.openedition.org/echogeo/14933> DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.14933>.
 16. Entretien avec un passeur à Abéché, novembre 2020.
 17. Jérôme Tubiana et Claudio Gramizzi, *Tubu trouble: State and statelessness in the Chad-Sudan-Libya triangle (Conflits Toubous : État et apatridie dans le triangle Tchad-Soudan-Libye)*, *Small Arms Survey*, juillet 2017, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-CAR-WP43-Chad-Sudan-Libya.pdf>, p. 8.
 18. Entretiens avec des mineurs d'or à Kouri Bougoudi, septembre 2021 ; Alexandre Bish, *Soldiers of fortune: The future of Chadian fighters after the Libyan ceasefire (Soldats de fortune : l'avenir des combattants tchadiens après le cessez-le-feu libyen)*, GI-TOC, novembre 2021.
 19. Oluwole Ojewale, *Arms trafficking – Déby's death accelerates illicit arms flows across Central Africa (Trafic d'armes – La mort de Déby accélère les flux d'armes illicites à travers l'Afrique centrale)*, *ENACT Observer*, 30 août 2021, <https://enactafrica.org/enact-observer/debys-death-accelerates-illicit-arms-flows-across-central-africa>; Entretiens avec des trafiquants à Kouri Bougoudi, octobre 2021 ; Alexandre Bish, *Soldiers of fortune: The future of Chadian fighters after the Libyan ceasefire (Soldats de fortune : l'avenir des combattants tchadiens après le cessez-le-feu libyen)*, GI-TOC, novembre 2021.
 20. Jérôme Tubiana et Claudio Gramizzi, *Tubu trouble: State and statelessness in the Chad-Sudan-Libya triangle (Conflits Toubous : État et apatridie dans le triangle Tchad-Soudan-Libye)*, *Small Arms Survey*, juillet 2017, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-CAR-WP43-Chad-Sudan-Libya.pdf>, p. 84.
 21. Entretien avec un mineur d'or à Kouri Bougoudi, septembre 2021 ; voir aussi Alexandre Bish, *Soldiers of fortune: The future of Chadian fighters after the Libyan ceasefire (Soldats de fortune : l'avenir des combattants tchadiens après le cessez-le-feu libyen)*, GI-TOC, novembre 2021.
 22. Jérôme Tubiana et Claudio Gramizzi, *Lost in trans-nation: Tubu and other armed groups and smugglers along Libya's southern border (Lost in trans-nation : les Toubous et d'autres groupes armés et les trafiquants le long de la frontière sud de la Libye)*, *Small Arms Survey*, décembre 2018, p. 70-74.
 23. Mark Micallef, Raouf Farrah, Alex Bish et Victor Tanner, *After the storm – Organized crime across the Sahel- Sahara following upheaval in Libya and Mali (Après la tempête – Le crime organisé au Sahel et au Sahara suite à la révolte en Libye et au Mali)*, GI-TOC, novembre 2019, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/11/After_the_storm_GI-TOC.pdf, p. 68.
 24. *Ibid.*, p. 68. Pour un approfondissement de la question des conflits liés à l'extraction minière d'or dans le Tibesti, voir Jérôme Tubiana et Claudio Gramizzi, *Tubu trouble: State and statelessness in the Chad-Sudan-Libya triangle (Conflits Toubous : État et apatridie dans le triangle Tchad-Soudan-Libye)*, *Small Arms Survey*, juillet 2017, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-CAR-WP43-Chad-Sudan-Libya.pdf>, p. 83-92.
 25. En réponse à la menace que représentent les mineurs d'or étrangers et les tentatives du gouvernement d'exercer un contrôle sur les zones aurifères, les Toubous de la région de Miski ont remis en place les groupes d'auto-défense habituels appelés '*wangada*', dont le but est de contrôler l'extraction minière d'or et de protéger les intérêts des communautés locales. *Les Wangadas* ont aussi été reformés occasionnellement à Kouri Bougoudi, notamment en 2015 durant la « bataille de Kouri Bougoudi ». Voir Jérôme Tubiana et Claudio Gramizzi, *Tubu trouble: State and statelessness in the Chad-Sudan-Libya triangle (Conflits Toubous : État et apatridie dans le triangle Tchad-Soudan-Libye)*, *Small Arms Survey*, juillet 2017, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-CAR-WP43-Chad-Sudan-Libya.pdf>, p. 96.
 26. *Ibid.*
 27. Mark Micallef, Raouf Farrah, Alex Bish et Victor Tanner, *After the storm – Organized crime across the Sahel- Sahara following upheaval in Libya and Mali (Après la tempête – Le crime organisé au Sahel et au Sahara suite à la révolte en Libye et au Mali)*, GI-TOC, novembre 2019, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/11/After_the_storm_GI-TOC.pdf, p. 72.
 28. Les voyages vers les zones aurifères du nord du Tchad sont interdits. Des unités militaires sont déployées aux points de transit des itinéraires du trafic d'êtres humains, comme Mao, Moussoro et Faya-Largeau. La présence militaire a été considérablement renforcée après l'incursion du FACT en avril et a contribué à une réduction des opérations de trafic d'êtres humains vers le nord du Tchad ces derniers mois; voir https://www.alwihdainfo.com/Tchad-des-orpailleurs-clandestins-presentes-a-Abeche_a103844.html.
 29. Jérôme Tubiana et Claudio Gramizzi, *Lost in trans-nation: Tubu and other armed groups and smugglers along Libya's southern Border (Lost in trans-nation : les Toubous et d'autres groupes armés et les trafiquants le long de la frontière sud de la Libye)*, *Small Arms Survey*, décembre 2018, p. 70-74 ; Mark Micallef, Rupert Horsley et Alexandre Bish, *The human conveyor belt broken – assessing the collapse of the human-smuggling industry in Libya and the central Sahel (La courroie humaine rompue – évaluer l'effondrement du secteur lié au trafic d'êtres humains en Libye et au Sahel central)*, GI-TOC, mars 2019, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/04/Global-Initiative-Human-Conveyor-Belt-Broken_March-2019.pdf, p. 76-77 ; Chevillon-Guibert Raphaëlle, Gagnol Laurent, Magrin Géraud, *Les ruées vers l'or au Sahara et au nord du Sahel. Ferment de crise ou stabilisateur ?*, *Hérodote*, 2019/1 (N° 172), p. 193-215. DOI : 10.3917/her.172.0193. <https://www.cairn.info/revue-herodote-2019-1-page-193.ht>, p. 200. Voir aussi *L'armée va expulser 'tous les orpailleurs' de Kouri Bougri au Tchad*, *VOA Afrique*, 16 août 2018, [https://www.dropbox.com/home/GI_TOC Team Folder/Communications/Reports to launch and PR/Launching Station/AW/AW Monitor report/layout/final; L'orpaillage clandestin visé au Tchad, *VOA Afrique*, 20 août 2018, <https://www.voafrique.com/a/l-orpaillage-clandestin->](https://www.dropbox.com/home/GI_TOC%20Team%20Folder/Communications/Reports%20to%20launch%20and%20PR/Launching%20Station/AW/AW%20Monitor%20report/layout/final/L'orpaillage%20clandestin%20visé%20au%20Tchad)

- vis%C3%A9-au-tchad/4536195.html; *Tchad : des milliers d'orpailleurs contraints de quitter Kouri-Bougoudi*, Al Wihda Info, 6 mars 2019, https://www.alwihdainfo.com/Tchad-des-milliers-d-orpailleurs-contraints-de-quitter-Kouri-Bougoudi_a71192.html.
30. Voir *Tchad : le gouvernement ordonne la fermeture de tous les sites illégaux d'orpaillage*, Al Wihda Info, 8 octobre 2020, https://www.alwihdainfo.com/Tchad-le-gouvernement-ordonne-la-fermeture-de-tous-les-sites-illegaux-d-orpaillage_a94937.html; Ndalet Pohol, *Mines: Le Tchad Suspend "l'orpaillage illégal"*, Tchad Infos, 8 octobre 2020, <https://tchadinfos.com/tchad/tchad-le-gouvernement-prend-des-mesures-pour-lutter-contre-lexploitation-illegale-de-lor/>.
31. Au cours des dernières années, le gouvernement tchadien a fait plusieurs de ces annonces visant les zones aurifères, mais des budgets limités associés au relief accidenté du Tibesti et aux revenus illicites tirés de l'extraction minière d'or et de la contrebande que percevaient certains membres de l'armée tchadienne ont sapé leur mise en œuvre. Mark Micallef et al, *Conflict, coping and covid: Changing human smuggling and trafficking dynamics in North Africa and the Sahel in 2019 and 2020* (Conflit, faire-face et covid : changer les dynamiques du trafic d'êtres humains en Afrique du Nord et au Sahel en 2019 et 2020), GI-TOC, avril 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/06/GI-TOC-Changing-human-smuggling-and-trafficking-dynamics-in-North-Africa-and-the-Sahel-in-2019-and-2020.pdf>, p. 82.
32. Jérôme Tubiana et Claudio Gramizzi, *Tubu trouble: State and statelessness in the Chad-Sudan-Libya triangle* (Conflits Toubous : État et apatridie dans le triangle Tchad-Soudan-Libye), Small Arms Survey, juillet 2017, p. 98-99 ; Alexandre Bish, *Soldiers of fortune: The future of Chadian fighters after the Libyan ceasefire* (Soldats de fortune : l'avenir des combattants tchadiens après le cessez-le-feu libyen), GI-TOC, novembre 2021.
33. Madjiasra Nako, « *Tchad : quand la ruée vers l'or provoque des tensions intercommunautaires* », *Jeune Afrique*, 15 août 2014, <https://www.jeuneafrique.com/47036/societe/tchad-quand-la-ru-e-vers-l-or-provoque-des-tensions-intercommunautaires/>.
34. Alexandre Bish, *Soldiers of fortune: The future of Chadian fighters after the Libyan ceasefire* (Soldats de fortune : l'avenir des combattants tchadiens après le cessez-le-feu libyen), GI-TOC, novembre 2021.
35. Les pièges de telles politiques sont bien illustrés par la situation à Miski. À la suite d'une attaque du CCMSR basé en Libye contre une unité de l'armée tchadienne dans la région de Kouri Bougoudi en août 2018, le gouvernement tchadien a lancé une importante campagne de représailles visant les zones aurifères du Tibesti. Malgré l'absence de rebelles à Miski, où la communauté toubou n'entretient pas de relations avec le CCMSR, l'armée tchadienne a attaqué la ville en menant des frappes aériennes, une offensive terrestre et un blocus strict. Bien que le gouvernement ait justifié l'offensive par le rétablissement de la sécurité, il est communément admis qu'il s'agissait d'une tentative d'ouvrir la voie à l'extraction industrielle de l'or dans la zone. Cela a entraîné de violents affrontements entre l'armée tchadienne et les groupes d'auto-défense locaux, qui avaient à l'origine été formés par les communautés locales pour chasser les mineurs d'or « étrangers ». Voir Crisis Group, « *Tchad : sortir de la confrontation à Miski* », Crisis Group Africa Report N° 274, 17 mai 2019, https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/274-tchad-sortir-de-la-confrontation_0.pdf, p. 11 ; Mark Micallef, Raouf Farrah, Alexandre Bish et Victor Tanner, *After the storm – Organized crime across the Sahel-Sahara following upheaval in Libya and Mali* (Après la tempête – Le crime organisé au Sahel et au Sahara suite à la révolte en Libye et au Mali), GI-TOC, novembre 2019, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/11/After_the_storm_GI-TOC.pdf, p. 77.
36. *Transition au Tchad: deux délégations du Comité technique du dialogue en Égypte et en France*, RFI, 20 octobre 2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20211020-transition-au-tchad-deux-d%C3%A9l%C3%A9gations-du-comit%C3%A9-technique-du-dialogue-en-egypte-et-en-france>.
37. #TCHAD #Tibesti : *Tension à Miski pour la visite du général Oki Dagache et l'ex-président Goukouni Weddeye*, Le Tchadanthropus, 11 octobre 2021, <https://www.letchadanthropus-tribune.com/tchad-tibesti-tension-a-miski-pour-la-visite-du-general-oki-dagache-et-l'ex-president-goukouni-weddeye/>.
38. Alexandre Bish, *Soldiers of fortune: The future of Chadian fighters after the Libyan ceasefire* (Soldats de fortune : l'avenir des combattants tchadiens après le cessez-le-feu libyen), GI-TOC, novembre 2021.

Avec le renforcement de la mainmise d'un groupe armé non étatique sur les ressources dans l'ouest de la République centrafricaine (RCA), une intensification des violences est à craindre.

Après la mort de l'ancien leader du groupe rebelle 3R, Bi Sidi Souleymane, en mars 2021, un certain « Général Bobbo », frère du chef des services secrets intérieurs tchadiens d'après certaines informations,¹ a pris la tête d'une nouvelle itération du groupe armée de RCA. Le groupe, qui trouve son origine dans le conflit ethnique ayant suivi le coup d'État de 2013 en RCA,² a été formé en 2015 pour protéger les éleveurs peuls musulmans des représailles des anti-balaka. Sous la direction du général Bobbo, les experts estiment que le groupe est à présent davantage résolu à profiter de différentes formes de génération de revenus illicites, en ayant

recours à la violence, qu'à poursuivre des objectifs idéologiques.³

Le lucratif commerce de bétail reste au cœur de l'activité économique et criminelle du 3R, en effet ce commerce tourne autour du contrôle de vastes portions de territoire utilisées pour la transhumance et la taxation du secteur bovin. Toutefois, le groupe a commencé plus récemment à exploiter les ressources aurifères du pays principalement via des systèmes de taxation, diversifiant ainsi ses sources de revenus.⁴



Éleveurs haoussas-peuls à un marché aux bestiaux.

© Luis Tato/AFP via Getty Images.

Depuis juillet 2020, le 3R aurait aussi commencé à utiliser des engins explosifs improvisés (EEI).⁵ De nombreux incidents violents ont été enregistrés depuis le début de l'année 2021 (voir Figure 4), causant des ravages parmi les adversaires du groupe, y compris des mercenaires russes, et harcelant la population civile,⁶ qui reste victime dans un contexte complexe où les forces étatiques, des mercenaires étrangers et des réseaux rebelles criminels se disputent le contrôle des ressources de la RCA.

Le 3R est militairement actif le long de larges portions de la frontière avec le Cameroun voisin,⁷ un territoire qu'il défend avec acharnement en menant des attaques contre les Forces armées centrafricaines (FACA) et leurs alliés russes. La Russie a commencé à étendre son influence en 2017 après avoir reçu des demandes d'aide de la part des FACA et une société militaire privée russe, le groupe Wagner, qui aurait des liens avec le gouvernement russe, est actuellement en opération en RCA.⁸ Le gouvernement russe nie être lié au groupe Wagner.⁹

L'évolution d'un groupe violent

L'économie animale, l'activité principale des éleveurs peuls, est depuis longtemps l'une des sources de revenus clés du 3R. Les couloirs de transhumance utilisés par les gardiens de troupeaux sont nombreux en RCA et des groupes armés sont impliqués dans une guerre de territoire pour contrôler la taxation de ce commerce lucratif. Avant la crise de 2013 en RCA, le secteur animal représentait 15 % de l'économie du pays.¹⁰ Cependant, il joue aujourd'hui un rôle majeur dans le financement illicite des groupes armés, y compris du 3R, grâce soit à la taxation du bétail, soit à la possession et au commerce de ce dernier.¹¹

Le groupe impose un pourcentage à chaque étape de la chaîne de valeur : les impôts sont levés sur les éleveurs du Cameroun et du Tchad, ainsi que sur ceux de RCA, pour permettre à leurs troupeaux d'accéder pendant trois mois aux pâturages saisonniers sur le territoire du groupe. Des impôts sont également levés sur les ventes de bétail, le transport, les camions et les étals des marchés, ainsi que sur d'autres produits aléatoires.¹²

Dans son rapport de décembre 2018, le groupe d'experts du Comité des sanctions des Nations unies en RCA a déclaré que '[...] l'influence des groupes armés sur l'économie animale est telle que les activités légales et illégales sont à présent totalement imbriquées. Tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, qu'il s'agisse

des gardiens de troupeaux, des négociants, des transporteurs ou des agents du gouvernement, n'ont d'autre choix que de coopérer avec les groupes armés et de contribuer à leur financement, au moins indirectement.¹³

Bien que la RCA soit connue depuis longtemps pour ses gisements de diamants, le secteur de l'extraction aurifère a pris une importance considérable ces dernières années, surtout dans l'ouest du pays où se trouvent un grand nombre de zones aurifères. Le 3R est actif sur ce territoire et le secteur de l'extraction minière d'or est devenu une autre source majeure de revenus pour le groupe.¹⁴

L'or extrait artisanalement dans l'ouest de la RCA est en grande partie introduit clandestinement au Cameroun, surtout via la petite ville frontalière de Garoua-Boulai. À partir de là, le métal jaune est habituellement passé en contrebande jusqu'à Yaoundé ou Douala pour être exporté, principalement vers Dubaï. De l'or serait également passé en contrebande, dans une moindre mesure, par la route jusqu'au Nigeria et dans toute la sous-région.¹⁵

Selon des experts de l'Organisation des Nations unies (ONU), le 3R n'a pas le même niveau d'expertise concernant les marchés des ressources minérales que d'autres groupes armés non étatiques, comme l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC).¹⁶ Par conséquent, d'après certaines informations, leur activité se limiterait à collecter les paiements auprès des mineurs en échange de la garantie de la sécurité sur les sites miniers, au lieu d'une implication directe dans l'extraction minière ou le commerce de l'or.¹⁷ Cependant, des témoignages indiquant que les réseaux nigériens achetaient de l'or à l'ancien leader du 3R à Bossangoa, une ville du nord-ouest proche du territoire contrôlé par le groupe armé, pourraient suggérer que le 3R commence à jouer un rôle d'intermédiaire dans la chaîne d'approvisionnement de l'or.¹⁸

La présence du 3R dans les préfectures occidentales d'Ouham-Pendé et Nana-Mambéré, et la récente expansion dans la préfecture de Mambéré-Kadéï, a un impact négatif sur la capacité des communautés locales à tirer un moyen d'existence du secteur de l'extraction aurifère, dont elles dépendent. L'insécurité et la taxation limitent la capacité des communautés locales à accéder aux sites miniers et à se déplacer dans la région, et ont pour effet de réduire le revenu des mineurs. Des mineurs auraient fui plusieurs sites miniers depuis janvier 2021.¹⁹ Ce dérangement des populations locales a

considérablement été accentué depuis le début de l'année 2021 par le déploiement croissant d'EEI par le groupe, qui ont tué à la fois des combattants armés et des civiles. D'après un reportage de la BBC, environ 1 000 personnes ont été contraintes de quitter leur village dans la région de Nana-Mambéré, limitrophe du Cameroun, après qu'un engin y a explosé en mai 2021.²⁰

Il existe de bonnes raisons de penser que des acteurs russes pourraient aussi tenter de prendre le contrôle de l'industrie des minéraux en RCA.²¹ La Russie a pris des mesures claires pour s'impliquer davantage dans le commerce des diamants du pays et le développer,²² tandis que les inquiétudes se multiplient quant à l'influence des intérêts russes sur les propositions de lois minières²³ et à l'attribution de droits miniers controversés à des sociétés russes.²⁴ La présence d'acteurs russes dans le pays soulève d'autres questions concernant leur intérêt pour les ressources minérales de la RCA, notamment pour l'or. Cette présence peut également influencer directement les interactions entre le 3R et les forces étatiques et leurs alliés russes, dans la mesure où les groupes se disputent le contrôle des ressources aurifères dans l'ouest de la RCA.

Changements de leaders et d'alliés régionaux

À la tête du 3R se trouve le général Sembé Bobbo, qui a récemment succédé à Bi Sidi Souleymane. Souleymane avait été visé par des sanctions du ministère des Finances américain et du Comité des sanctions des Nations unies en 2020, étant accusé de mener un groupe armé responsable d'avoir 'tué, torturé, violé et déplacé des milliers de personnes depuis 2015'.²⁸

Souleymane est mort en mars 2021 d'une blessure reçue au combat en novembre 2020.²⁹ Selon des experts en sécurité de différentes organisations internationales, des luttes internes pour sa succession ont finalement mené Bobbo à le remplacer.³⁰

Bobbo serait le frère d'un ancien seigneur de guerre tchadien peul, Baba Laddé,³¹ dont les crimes en RCA commis à la tête d'un groupe rebelle tchadien peul lui ont valu une peine de huit ans de prison au Tchad. En octobre 2021, Baba Laddé a été nommé directeur du service de renseignement intérieur tchadien par Mahamat Idriss Déby, fils d'Idriss Déby (et actuellement président de fait du Tchad, en tant que président du conseil militaire de transition).³²

Il n'est pas clair si les deux frères sont proches ou non, ou si leur relation affectera la stratégie ou les actions du 3R à l'avenir. Ce changement de leadership pourrait toutefois renforcer les liens informels de la RCA avec ses voisins, en particulier le Tchad, renforçant ainsi les relations régionales déjà existantes du groupe.

Des alliances avec des acteurs au Cameroun et au Tchad jouent également un rôle clé dans les stratégies de financement du groupe.³³ Différents membres haut placés de l'armée tchadienne, qui possèdent du bétail et investissent dans des têtes, auraient des liens commerciaux avec des éléments du 3R. Le groupe se procurerait également certaines de ses armes au Tchad auprès d'officiers à N'Djaména.³⁴ Selon des experts de l'ONU, le Tchad tolère le 3R tant qu'il n'apporte pas sa protection à des dissidents tchadiens.

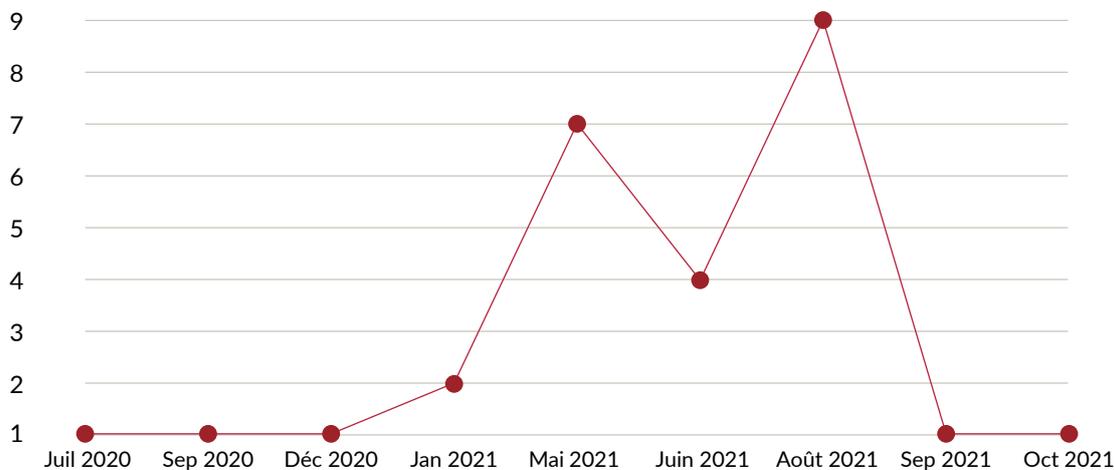


Figure 4 Épisodes de violence en RCA, juillet 2020–octobre 2021.

Source : ACLED

Perspectives d'avenir

La concurrence entre groupes armés pour s'emparer des revenus a engendré de la violence, car ils luttent pour le contrôle du territoire, des diamants et de l'or en RCA.³⁵ L'armée centrafricaine et ses alliés russes ont réussi à repousser les acteurs armés non étatiques de la plupart des villes principales du pays, mais les groupes rebelles continuent de mener une guérilla depuis les zones de

brousse et le Tchad. Pendant ce temps, des épisodes de violence et des affrontements continuent de se produire à travers le pays. La prochaine saison sèche, qui s'étend généralement de décembre à avril et est davantage favorable aux offensives des groupes armés, pourrait voir le 3R gagner du terrain.

UNE MACHINE BIEN HUILÉE



Des combattants armés du 3R montent la garde pour leur leader.

© Reuters

Le 3R a une structure de commandement mieux définie que d'autres groupes rebelles dans le pays. Selon des experts internationaux qui suivent de près le 3R, le commandement du groupe a pris soin de ne pas laisser les leaders rester trop longtemps au même poste afin d'empêcher que des individus ne deviennent de puissants « barons ». En outre, selon les observateurs internationaux, certaines des armes utilisées par le groupe sont numérotées et immatriculées, ce qui indique des niveaux d'organisation plus élevés que ce qui est normalement constaté parmi les groupes armés dans la région.²⁵

L'accès du 3R à des sources de revenus considérables liées à leurs activités criminelles se reflète dans le matériel dont dispose le groupe : ses pick-ups sont en bon état et ses combattants bien armés, avec un arsenal incluant des kalachnikovs, des lance-roquettes, des grenades et des mitrailleuses lourdes (d'après des acteurs de la sécurité travaillant dans le pays).²⁶ Selon certaines informations, d'autres groupes armés seraient envieux des vêtements et du traitement dont bénéficient les combattants du 3R.²⁷

À ce jour, les négociations de paix entre la Coalition des patriotes pour le changement, un groupe de coordination d'acteurs armés non étatiques incluant le 3R, et le gouvernement de Bangui ont fait peu de progrès, et les violences devraient se poursuivre. Dans le nord-ouest et l'ouest de la RCA, les efforts des groupes criminels pour générer des sources de revenus via la taxation des économies informelles et la prédation continueront très certainement d'engendrer de l'insécurité. Avec un nouveau leader à la tête du 3R, qui semble être davantage motivé par l'argent que guidé par

une idéologie,³⁶ et la présence de forces russes dans la région, lorgnant probablement sur ses richesses en ressources naturelles, le conflit risque de se poursuivre et de s'aggraver à mesure que les différents acteurs en quête de revenus cherchent à contrôler et à exploiter le territoire et les minéraux. L'utilisation croissante d'EEI par le 3R ne fait qu'exacerber ces risques. De ce fait, les revenus illicites tirés du bétail et de l'or devront à l'avenir être pris en compte dans les pourparlers de paix pour espérer une amélioration.

Notes

1. Entretiens avec des experts de l'ONU, octobre 2021.
2. Les combattants de la Seleka, une coalition de groupes armés principalement musulmans, a lancé une offensive contre le gouvernement centrafricain en décembre 2012, et réalisé un coup d'État en mars 2013. En réponse à la violence des forces de la Seleka, des coalitions « anti-balaka » de combattants chrétiens se sont formées pour effectuer des représailles contre les combattants de la Seleka. En septembre 2013, les forces anti-balaka commencent à effectuer de vastes attaques en représailles contre des civils principalement musulmans, déplaçant ainsi des dizaines de milliers de personnes vers les zones contrôlées par la Seleka dans le nord du pays. Les forces de la Seleka ont été dissoutes par le gouvernement peu après le début des représailles, mais de nombreux anciens membres de cette coalition ont commencé à commettre des contre-attaques, plongeant la RCA dans un état de chaos et de violence, puis dans une crise humanitaire. Voir Council on Foreign Relations, Violence in the Central African Republic (Violence en République centrafricaine), Global Conflict Tracker, <https://www.cfr.org/global-conflict-tracker/conflict/violence-central-african-republic>.
3. Entretien avec un expert international de la RCA, octobre 2021.
4. Entretiens avec des experts de l'ONU et du pays, septembre et octobre 2021.
5. Lettre datée du 25 juin 2021, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution 2536 (2020), 25 juin 2021, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Final%20report%20of%20the%20Panel%20of%20Experts%20on%20the%20Central%20African%20Republic%20extended%20pur%20to%20Security%20Council%20resolution%202536%20%282020%29%20%28S-2021-569%29.pdf>.
6. Jack Losh, Central African Republic war: No-go zones and Russian meddling (La guerre en République centrafricaine : zones de non-droit et ingérence russe), BBC News, 23 septembre 2021, <https://www.bbc.com/news/world-africa-58641124>.
7. Les préfectures situées dans la zone frontalière où le groupe 3R est actif depuis janvier 2021 sont Ouham-Pendé et Nana-Manbéré, ainsi que Mambéré-Kadéï, plus récemment.
8. La Russie a commencé à étendre son influence en RCA en 2017, à la suite d'une demande du président Faustin-Archange Touadéra de fournir des armes aux FACA, après que la Russie a obtenu une dérogation à l'embargo de l'ONU. Le groupe Wagner, un réseau de sociétés militaires privées russes, est actif en RCA. Evgueni Prigojine, un oligarque russe qui, selon des rapports de certains médias, a des liens avec Vladimir Poutine, contrôle le groupe Wagner et fournit du personnel de sécurité à Touadéra et ses hommes, en plus d'être impliqué dans certaines actions militaires contre le 3R dans l'ouest de la RCA. Voir Leslie Minney, Rachel Sullivan et Rachel Vandenbrink, Amid Central African Republic's search for peace, Russia steps in. Is China next? (Dans la recherche de paix de la République centrafricaine, la Russie intervient. La Chine sera-t-elle la prochaine à le faire ?), Institut des États-Unis pour la paix, 19 décembre 2019.
9. *The Wall Street Journal*, EU sanctions Russia's Wagner Group to thwart private military (L'Union européenne sanctionne le groupe Wagner pour contrecarrer les projets de la société militaire privée), 15 novembre 2021, <https://www.wsj.com/articles/eu-sanctions-russias-wagner-group-to-thwart-private-military-11636995416>.
10. Gaël Grilhot, *En Centrafrique, l'État veut reprendre en main le marché du bétail*, *Le Monde*, 3 mai 2019, https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/05/03/en-centrafrique-l-etat-veut-reprendre-en-main-le-marche-du-betail_5457693_3234.html.
11. Rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution du Conseil de sécurité 2399 (2018), S/2018/1119.
12. Des rapports du groupe d'experts du comité des sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies en RCA ont décrit des groupes armés encaissant *le sofal* pour remplacer la traditionnelle *zakat*. La *zakat* est une obligation d'origine islamique qui exige des propriétaires de bétail peuls qu'ils donnent, chaque année, une tête de bétail à leur chef traditionnel, celui-ci étant censé la redistribuer aux pauvres de la communauté. Des groupes armés collectent à présent *le sofal* plusieurs fois par an, par lequel ils contraignent chaque éleveur peul à leur donner une tête de bétail – qu'ils sélectionnent eux-mêmes – chaque fois qu'ils estiment que la lutte des Peuls a besoin d'une telle contribution. Voir le rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution du Conseil de sécurité 2399 (2018), S/2018/1119.
13. Ibid.
14. Rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution du Conseil de sécurité 2536 (2020), S/2021/569 Par. 44–54 Entretiens avec des officiers de police, ouest de la RCA, octobre 2020.
15. Entretien avec un diamantaire, Yaoundé, décembre 2020.
16. L'UPC faisait auparavant partie de la Seleka.
17. La présence du 3R dans le commerce des diamants est plus limitée. Toutefois, certaines parties prenantes signalent que des éléments du 3R et de l'UPC mènent parfois entre eux des transactions avec des diamants. Entretien avec un expert confirmé de la RCA, Bangui, octobre 2020 et février 2021.

18. Entretien avec un négociant en or, Bangui, octobre 2020 et février 2021 ; entretien avec un officier de police, Bangui, octobre 2020 et février 2021. Les acheteurs nigériens sont connus pour être disposés à payer l'or à des prix élevés, supérieurs aux prix du marché local et même aux prix internationaux, sur plusieurs plateformes commerciales locales clés où se vendent de l'or et des diamants.
19. Entretiens avec des officiers de police, ouest de la RCA, octobre 2020.
20. Jack Losh, Central African Republic war: No-go zones and Russian meddling (La guerre en République centrafricaine : zones de non-droit et ingérence russe), BBC News, 23 septembre 2021, <https://www.bbc.com/news/world-africa-58641124>.
21. Le nombre de membres des forces russes en RCA est sujet à controverse. En décembre 2020, la Russie a officiellement étendu son intervention militaire en RCA en déployant 300 instructeurs militaires à la demande du président de la RCA, qui craignait que l'ancien président François Bozizé ne fasse dérailler les élections de décembre en organisant un coup d'État. Une fois Touadéra réélu, la Russie a annoncé le retrait de ces instructeurs en janvier 2021. Cependant, des sociétés militaires privées russes restent actives en RCA. Le rapport de juin 2021 du Groupe d'experts sur la RCA note que plusieurs sources ont estimé que le nombre d'instructeurs russes va de 800 à 2 100, voir <https://rusi.org/explore-our-research/publications/commentary/russias-strategy-central-african-republic>. Voir également le rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution du Conseil de sécurité 2536 (2020), S/2021/569, Par. 65-68. Rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution du Conseil de sécurité 2536 (2020), S/2021/569 Par. 65-68.
22. Russia to push for lifting limits on Central African Republic diamond exports (La Russie fait pression pour lever les limites applicables aux exportations de diamants de la République centrafricaine), Reuters, 25 février 2020, <https://www.reuters.com/article/us-russia-diamonds-centralafrica/russia-to-push-for-lifting-limits-on-central-african-republic-diamond-exports-idUSKBN20J1XI>.
23. Bangui fait craindre une intervention de la Russie dans la nationalisation planifiée du commerce des diamants, Africa Intelligence, 14 juillet 2021, <https://www.africaintelligence.com/mining-sector/2021/07/14/bangui-sparks-fears-of-russian-hand-in-planned-diamond-trade-nationalisation,109679673-art>.
24. Touadéra seeks compromise with Axmin over Ndassima goldmine (Touadéra cherche un compromis avec Axmin pour la mine d'or de Ndassima), Africa Intelligence, 8 juin 2021, https://www.africaintelligence.com/mining-sector_courts-and-advisory/2021/06/08/touadera-seeks-compromise-with-axmin-over-ndassima-goldmine,109671815-art.
25. Rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution du Conseil de sécurité 2399 (2021), S/2021/569 ; Entretiens avec des experts de l'ONU, octobre 2021.
26. Ibid. ; Entretiens avec des experts en sécurité de la RCA, octobre 2021.
27. Entretien avec des experts de l'ONU, octobre 2021.
28. Treasury sanctions militias leader in Central African Republic for human rights abuse, US Department of the Treasury (Le Trésor sanctionne un chef de milice en République centrafricaine pour violation des droits de l'homme), 7 août 2020, <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm1087>.
29. Central African Republic militia leader dies from injuries, say rebels (Un chef de milice centrafricain succombe à ses blessures, d'après des rebelles), Reuters, 2 avril 2021, <https://www.reuters.com/article/us-centralafrica-security-idUSKBN2BP1FI>.
30. Entretiens avec des experts en sécurité de la RCA, octobre 2021.
31. Rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution du Conseil de sécurité 2399 (2018), S/2018/1119, p. 133.
32. African Intelligence, Baba Laddé, master spy of the three borders (Baba Laddé, maître-espion des trois frontières), 21 octobre 2021, https://www.africaintelligence.com/central-and-west-africa_diplomacy/2021/10/21/baba-ladde-master-spy-of-the-three-borders,109700161-art.
33. Entretiens avec des experts de l'ONU, octobre 2021.
34. Entretiens avec des experts de l'ONU, octobre 2021. Lettre datée du 25 juin 2021, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution 2536 (2020), 25 juin 2021, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2536 \(2020\) \(S-2021-569\).pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2536 (2020) (S-2021-569).pdf).
35. Global Witness, Game of stones, juin 2017. Par exemple, des combats intenses entre groupes armés pour le contrôle de Ndassima (et près de Bakala) en 2016 et 2017 suggèrent que ce site reste très rentable, voir IPIS - DIIS, *République Centrafricaine : Cartographie du conflit*, 2018.
36. Entretiens avec des experts de l'ONU, octobre 2021.

La diffusion des techniques d'extraction à base de cyanure modifie les dynamiques criminelles dans les mines d'or au Burkina Faso et au Mali.

Suite à la découverte d'une veine aurifère saharienne en 2012, l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or au Burkina Faso et au Mali a explosé. Ce phénomène a été soutenu par des débouchés illicites croissants pour le cyanure, un produit chimique largement utilisé dans le processus d'extraction de l'or.¹ Outre les impacts négatifs sur l'environnement et la santé causés par son utilisation,² ce commerce illicite du cyanure affecte les dynamiques de sécurité en Afrique de l'Ouest.

D'une part, ce produit chimique est passé en contrebande le long d'itinéraires transnationaux bien établis, renforçant ainsi les modèles de criminalité et de corruption existants. De l'autre, même si le traitement au cyanure augmente la rentabilité de l'ASGM (celui-ci

permet de récupérer une plus grande quantité d'or à partir du minerai par rapport au traitement au mercure), il implique un investissement plus lourd, favorisant les acteurs plus riches des chaînes d'approvisionnement de l'ASGM et privant ainsi les communautés vulnérables d'opportunités de revenus.³ Cet investissement financier plus élevé tend à être le domaine réservé d'acteurs plus puissants, notamment les ressortissants étrangers et les élites politiques, et peut renforcer l'influence des réseaux criminels au sein des chaînes d'approvisionnement de l'ASGM.⁴

De nombreux sites d'ASGM au Burkina Faso et au Mali se trouvent dans des zones où la présence de l'État est limitée et où des groupes armés non étatiques sont actifs.⁵ De nombreux sites sont sous le contrôle de tels



Un jeune homme extrait artisanalement de l'or provenant d'une mine.

© Pascal Parrot via Getty Images

groupes, dont ceux affiliés au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), une coalition djihadiste qui serait liée à Al-Qaïda.⁶ Sur d'autres sites, des groupes armés taxent les bénéficiaires de l'ASGM, gèrent des rackets de protection et contrôlent l'accès aux sites.⁷ Dans les zones qui ne sont pas contrôlées par des groupes armés, les réseaux criminels qui facilitent la contrebande de cyanure jouent un rôle clé dans la perpétuation de tensions sociales pouvant créer les conditions d'une aggravation de l'insécurité dans une région déjà instable.⁸

Le Burkina Faso, une plaque tournante clé pour la contrebande de cyanure

Depuis le milieu de la décennie précédente environ, peu après l'adoption de techniques d'extraction à base de cyanure sur les sites d'ASGM dans le pays,⁹ le Burkina Faso est devenu une plaque tournante majeure de la contrebande de cyanure en Afrique de l'Ouest.¹⁰ Les

réseaux qui introduisent clandestinement du cyanure au Burkina Faso empruntent des itinéraires établis pour la contrebande de biens de consommation en provenance du Bénin, du Togo, du Ghana et de la Côte d'Ivoire.¹¹ N'ayant pas d'accès à la mer, le Burkina Faso dépend fortement des produits importés de ces États côtiers. Les différences de prix des biens entre le Burkina Faso et ses voisins côtiers, associées à des monopoles nationaux non concurrentiels sur certains produits comme le carburant et les cigarettes, créent les conditions de l'existence d'économies florissantes basées sur la contrebande.

Cela constitue une immense économie politique, dont la majeure partie est tolérée par les autorités gouvernementales. 'Vous ne pouvez pas cibler les [contrebandiers], car cela détruirait les économies locales,' a expliqué un député du gouvernement originaire d'une ville qui est une plaque tournante clé de la contrebande, située près de la frontière entre le Burkina Faso et le

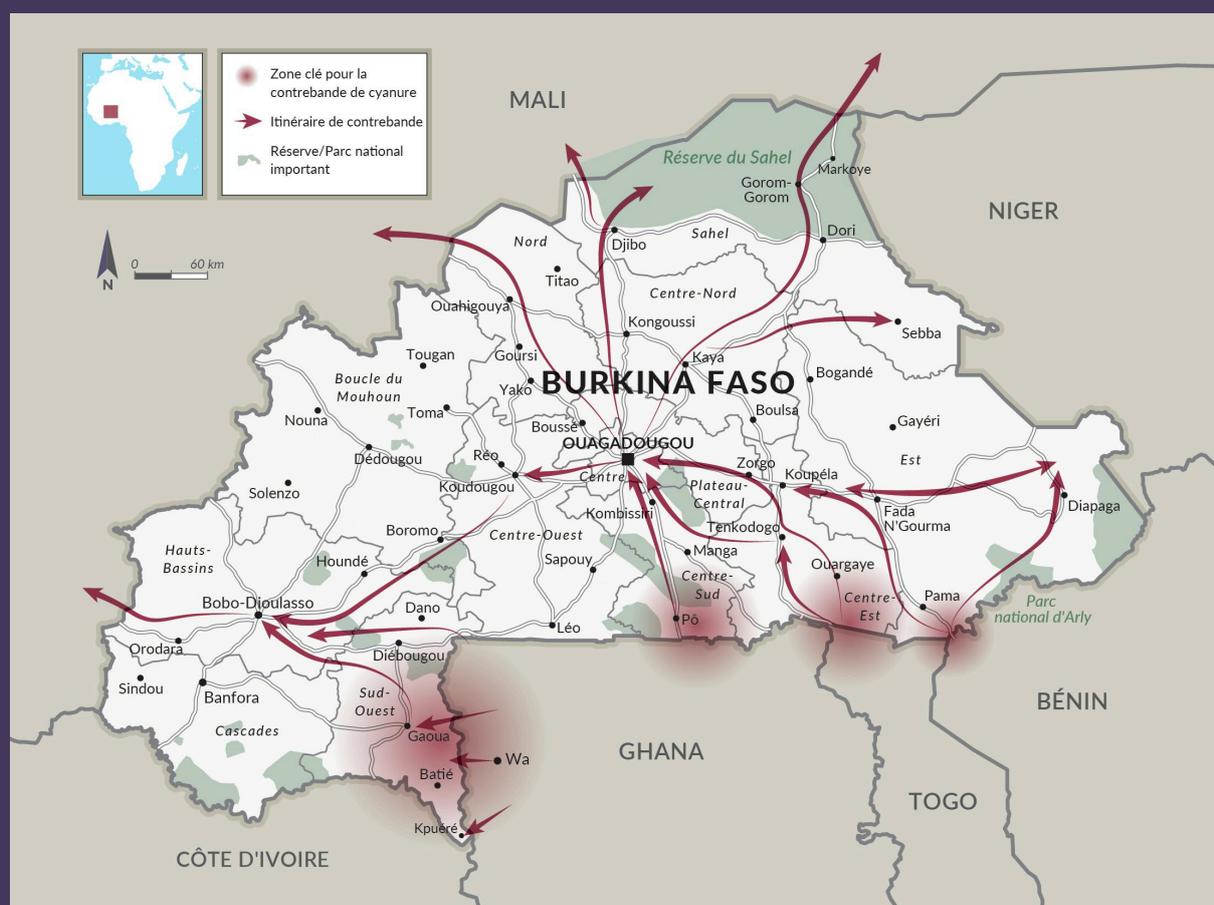


Figure 5 Principaux itinéraires de contrebande de cyanure vers le Burkina Faso et dans le pays.

Togo. 'Les autorités frontalières et la gendarmerie locales font partie du système,' a-t-il reconnu.¹²

Les petits trafiquants et négociants installés dans des communautés frontalières qui traversaient la frontière avec des produits tels que des batteries de voiture et des pneus dans les années 1990 ont progressivement diversifié leur gamme. 'Depuis le début des années 2000, les trafiquants qui opèrent le long de ces itinéraires ont évolué,' a expliqué un chercheur local. 'Ce sont à présent [d'importants négociants] qui ont des contacts des deux côtés de la frontière et ont été impliqués dans le trafic d'autres marchandises,' a-t-il déclaré. 'Aujourd'hui, c'est le mercure, le cyanure, [les motos], les drogues... tout ce que vous pouvez imaginer.'¹³

La contrebande de carburant, surtout depuis le Bénin et le Togo (le carburant étant souvent acheté au Nigeria), est l'un des marchés illicites les plus organisés et lucratifs, et a fourni l'infrastructure sur laquelle opèrent les réseaux de contrebande de cyanure.¹⁴ Les réseaux impliqués dans la contrebande de carburant ont pu facilement intégrer le cyanure à leur activité, car les modalités utilisées pour faire passer illégalement ce produit chimique de l'autre côté de la frontière sont

presque identiques à celles du carburant.¹⁵ De grands camions transportent des fûts de carburant et de cyanure du Togo et du Bénin jusqu'à la frontière avec le Burkina Faso, qu'ils traversent ensuite avec la complicité des autorités douanières ou auprès de laquelle ils se garent. Dans les deux cas, les fûts sont déchargés de nuit, et le carburant et les produits chimiques sont ensuite transvasés dans des récipients plus petits, puis transportés à moto par les trafiquants.¹⁶

Si les camions n'entrent pas au Burkina Faso, les trafiquants traversent la frontière en empruntant un réseau de pistes et de chemins qui leur permettent d'éviter les passages officiels de la frontière. En plus de collaborer avec les autorités locales, les trafiquants ont développé un système de guetteurs et d'informateurs qui leur permet de traverser la frontière sans se faire arrêter.¹⁷ Dans certains cas, les autorités burkinabées complices marquent le véhicule comme 'en panne', sachant pertinemment que même si le camion n'a pas traversé la frontière, sa cargaison, elle, l'a fait.¹⁸

Le cyanure est également introduit clandestinement au Burkina Faso le long de couloirs de contrebande établis partant du nord du Ghana et de Côte d'Ivoire.¹⁹ Selon



Un site d'extraction minière artisanale d'or à Sadiola, au Mali.

© Amadou Keita/Afrikimages Agency/Universal Images Group via Getty Images

un agent des forces de l'ordre burkinabé, les réseaux basés dans le nord-est du Ghana qui font entrer en contrebande du cyanure au Burkina Faso sont aussi impliqués dans le trafic de matières explosives et pourraient avoir accès à ces dernières via des sites miniers industriels.²⁰ La majeure partie du cyanure introduit clandestinement au Burkina Faso serait emportée à la capitale, Ouagadougou, mais une partie est envoyée dans le sud-ouest du pays via Kpouéré et Gaoua, et donc directement aux distributeurs qui opèrent dans cette région.

Ouagadougou sert de plaque tournante clé pour le passage en contrebande de cyanure au Burkina Faso, où il est souvent conservé dans des hangars et des habitations privées. Une fois à Ouagadougou, les vendeurs vendent et transportent ce produit chimique vers plusieurs endroits dans le pays, ainsi qu'au Mali.²¹ Les villes de Koudougou et Bobo-Dioulasso sont elles aussi d'importantes plaques tournantes (voir la carte).²² Une source ayant précédemment été impliquée dans le transport de carburant et de cyanure a ajouté qu'il existe aussi de plus petits entrepôts disséminés dans le pays à proximité des zones minières.²³

Les prix du cyanure sur le marché noir au Burkina Faso varient en fonction du lieu et de la disponibilité. Les mineurs d'or interrogés ont donné des estimations allant de 175 000 FCFA à 250 000 FCFA (267 à 381 €) pour 25 à 30 kg de cyanure, la plupart indiquant des prix situés dans la fourchette haute.²⁴ La majeure partie du cyanure introduit clandestinement au Burkina Faso l'est sous forme de poudre.²⁵

Passer au Mali

Le cyanure est passé en contrebande au Mali depuis le Burkina Faso le long d'itinéraires reliant Bobo-Dioulasso à Sikasso, dans le sud-est du Mali. Une fois à Sikasso, il est ensuite envoyé dans l'Ouest à Bougouni, un point de transit clé ayant des connexions directes avec Bamako, et vers des sites d'ASGM à travers la région de Sikasso.²⁶

Une fois à Bamako, le cyanure est transporté vers plusieurs sites d'ASGM de la région de Kayes, notamment vers les villes de Kayes, Sadiola et Kéniéba.²⁷ Les réseaux organisés de vendeurs, dont la plupart sont des ressortissants burkinabés, sont installés dans la région. Ils facilitent le transport et la vente de cyanure et de matières explosives achetés dans toute l'Afrique de l'Ouest.²⁸ La taille du marché du cyanure dans la région de Kayes est considérable : un chercheur spécialisé dans les dynamiques de l'ASGM dans cette zone a indiqué que

le commerce du mercure et du cyanure fait ici partie des marchés illicites les plus importants.²⁹

Le cyanure est aussi passé en contrebande directement dans la région de Gao dans le nord du Mali depuis le nord-est du Burkina Faso, le long d'itinéraires qui traversent la réserve du Sahel via Gorom-Gorom et Markoye.³⁰ Le produit chimique est ensuite transporté jusqu'aux sites miniers des régions de Gao et Kidal et, dans une moindre mesure, de Tombouctou.³¹ À la différence des régions du sud du pays, le marché du cyanure dans le nord du Mali n'est pas fortement influencé par les réseaux burkinabés. En revanche, des acteurs venant du Niger et du Tchad et, dans une moindre mesure, du Soudan, sont fortement impliqués.³²

La région de Mopti limitrophe de certaines des zones d'ASGM clés dans les régions du Nord et du Sahel du Burkina Faso représente un point d'entrée moins fréquenté du cyanure au Mali. Ces itinéraires sont moins clairs et probablement dus à des acteurs individuels qui achètent de plus petites quantités auprès de sites d'extraction minière d'or dans la région du Nord, afin de les transporter et de les vendre dans la région de Tombouctou.³³

La contrebande de cyanure vers le nord du Mali indique une utilisation croissante du traitement à l'aide de ce produit chimique dans la région. Comme indiqué plus haut, le traitement exige un niveau d'investissement que les investisseurs sont habituellement réticents à faire dans les cas où les conditions sont instables, et la destruction ou le vol de matériel sont fréquents. Les parties prenantes, dont plusieurs représentants de communautés du nord du Mali, ont soutenu que des accords passés entre des membres de la Coordination des mouvements de l'Azawad et du GSIM ont apporté une certaine stabilité dans une partie des régions de Kidal et Gao, y compris autour des sites d'ASGM, que les groupes armés protègent et taxent.³⁴

La portée des groupes armés

À mesure que l'extraction aurifère à base de cyanure devient plus fréquente à travers le Burkina Faso et le Mali, il est important de prendre en considération la façon dont elle pourrait influencer les secteurs et la sécurité de l'ASGM des deux pays. Les sites aurifères, en créant une demande alimentée par les réseaux de contrebande de cyanure et de mercure, assurent des moyens d'existence tout en accroissant la concurrence pour les ressources. Les groupes djihadistes peuvent



Un puits de mine d'or au Mali.

© Amadou Keita/Afrikimages Agency/Universal Images Group via Getty Images

Un meilleur contrôle et une meilleure réglementation du cyanure dans toute la région sont donc nécessaires non seulement pour réduire l'impact négatif qui menace la santé et les moyens d'existence de communautés entières, mais aussi parce que l'utilisation du cyanure peut bouleverser les arrangements sociaux, les chaînes d'approvisionnement et les dynamiques financières dans

des régions déjà frappées par des problèmes de stabilité et de sécurité. Les approches reposant sur la prohibition doivent être soigneusement examinées et, si elles sont adoptées, doivent être associées à des campagnes de sensibilisation aux effets néfastes de l'utilisation du cyanure, comme l'a fait le gouvernement malien en 2019.³⁹

Notes

1. Entretiens avec des chercheurs et des parties prenantes clés au Mali et au Burkina Faso, septembre 2021. International Crisis Group, Getting a Grip on Central Sahel's Gold Rush (Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central), 13 novembre 2019, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/282-reprendre-en-main-la-ruée-vers-lor-au-sahel-central>.
2. Flavia Olivieri, Artisanal and small-scale mining in Africa, the environmental and human costs of a vital livelihood source (Extraction minière artisanale et à petite échelle en Afrique, les coûts environnementaux et humains d'une source de revenus vitale), Lifegate, 29 novembre 2019, <https://www.lifegate.com/artisanal-small-scale-mining-africa>; Niladri Basu et al, Integrated assessment of artisanal and small-scale gold mining in Ghana, Part 1: Human health review (Évaluation intégrée de l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or au Ghana, 1ère partie : analyse de la santé humaine), *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 12, 5, 5 143-5 176 ; Richard Takyi et al., Socio-ecological analysis of artisanal gold mining in West Africa: A case study of Ghana (Analyse socio-écologique de l'extraction minière artisanale d'or en Afrique de l'Ouest : une étude de cas du Ghana), *Journal of Sustainable Mining*, 20, 3 ; Global trends in artisanal and small-scale mining (ASM): A review of key numbers and issues (Tendances mondiales de l'extraction minière artisanale et à petite échelle (ASGM) : un examen des chiffres et problèmes clés), Intergovernmental Forum on Mining, Minerals, Metals, and Sustainable Development, 2018.
3. Cristiano Lanzano et Luigi Arnadli di Balme, Who owns the mud? Valuable leftovers, sociotechnical innovation and changing relations of production in artisanal gold mining (Burkina Faso) (Qui possède la boue ? Restes précieux, innovation sociotechnique et relations de production en évolution dans l'extraction minière artisanale d'or au Burkina Faso), *Journal of Agrarian Change*, 15 février 2021, <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/joac.12412>.
4. Entretiens avec des chercheurs locaux au Mali et au Burkina Faso, septembre 2021.
5. Conseil de sécurité de l'ONU, Rapport final du Groupe d'experts créé par la résolution 2374 (2017) sur le Mali du Conseil de

- sécurité et reconduit dans son mandat par la résolution 2484 (2019), S/2020/785/Rév.1, 7 août 2020 ; International Crisis Group, Getting a grip on central Sahel's gold rush (Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central), 13 novembre 2019, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/282-reprendre-en-main-la-ruée-vers-lor-au-sahel-central>.
6. David Lewis et Ryan McNeill, How jihadists struck gold in Africa's Sahel (Comment des djihadistes ont découvert un filon d'or au Sahel), Reuters, 22 novembre 2019, <https://www.reuters.com/investigates/special-report/gold-africa-islamists/>; International Crisis Group, Getting a grip on central Sahel's gold rush (Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central), 13 novembre 2019, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/282-reprendre-en-main-la-ruée-vers-lor-au-sahel-central>; Nadoun Coulibaly, Islamic State, GSIM, al-Qaeda: The jihadist gold rush in Burkina Faso (État islamique, GSIM, Al-Qaïda : la ruée vers l'or djihadiste au Burkina Faso), *The Africa Report*, 24 août 2021, <https://www.theafricareport.com/120283/islamic-state-gsim-al-qaeda-the-jihadist-gold-rush-in-burkina-faso/>; Neil Munshi, Instability in the Sahel: how a jihadi gold rush is fuelling violence in Africa (Instabilité au Sahel : comment une ruée vers l'or djihadiste alimente la violence en Afrique), *Financial Times*, 26 juin 2021.
 7. Conseil de sécurité de l'ONU, Rapport final du Groupe d'experts créé par la résolution 2374 (2017) sur le Mali du Conseil de sécurité et reconduit dans son mandat par la résolution 2484 (2019), S/2020/785/Rév.1, 7 août 2020.
 8. Entretiens avec des chercheurs locaux au Mali et au Burkina Faso ; Fahiraman Rodrigue Koné et Nadia Adam, Going for gold in western Mali threatens human security (La recherche d'or dans l'ouest du Mali menace la sécurité humaine), ISS Today, 8 juillet 2021, <https://issafrica.org/iss-today/going-for-gold-in-western-mali-threatens-human-security>.
 9. Cristiano Lanzano et Luigi Amadli di Balme, Who owns the mud? Valuable leftovers, sociotechnical innovation and changing relations of production in artisanal gold mining (Burkina Faso) (Qui possède la boue ? Restes précieux, innovation sociotechnique et relations de production en évolution dans l'extraction minière artisanale d'or au Burkina Faso), *Journal of Agrarian Change*, 15 février 2021, <https://issafrica.org/iss-today/going-for-gold-in-western-mali-threatens-human-security>.
 10. Entretiens avec des chercheurs locaux au Burkina Faso et au Mali, septembre 2021.
 11. Entretiens avec des chercheurs, des journalistes, des officiers de police et d'anciens responsables de sécurité au Burkina Faso, septembre 2021.
 12. Entretien avec un représentant du gouvernement au Burkina Faso, septembre 2021.
 13. Entretien avec un chercheur local au Burkina Faso, septembre 2021.
 14. Entretiens avec des chercheurs, des journalistes, des officiers de police actuellement en poste et un ancien responsable de sécurité au Burkina Faso, septembre-octobre 2021.
 15. Ibid.
 16. Entretiens avec des journalistes et des chercheurs locaux au Burkina Faso, septembre 2021 ; North of the countries of the Gulf of Guinea: The new frontier for jihadist groups? (Le nord des pays du golfe de Guinée : la nouvelle frontière pour les groupes djihadistes ?), Promediation, Konrad Adenaur Stiftung, juillet 2021.
 17. Ibid.
 18. Entretien avec des chercheurs locaux au Burkina Faso, septembre-octobre 2021.
 19. Entretiens avec un journaliste et un chercheur locaux au Burkina Faso, septembre-octobre 2021. Bien qu'une partie du cyanure soit clairement récupérée sur des sites miniers industriels, il est probable que du cyanure illégalement importé entre aussi dans la région via des ports des pays côtiers.
 20. Entretien avec un agent des forces de l'ordre au Burkina Faso, septembre 2021.
 21. Entretiens avec des journalistes, des agents des forces de l'ordre et un ancien responsable de sécurité au Burkina Faso, septembre 2021.
 22. Entretiens avec un journaliste et un agent des forces de l'ordre au Burkina Faso, ainsi qu'un chercheur au Mali, septembre-octobre 2021.
 23. Entretien avec une personne auparavant impliquée dans le transport de produits chimiques au Burkina Faso, septembre 2021.
 24. Entretiens avec des acteurs du secteur de l'ASGM au Burkina Faso, septembre-octobre 2021.
 25. Ibid.
 26. Entretiens avec des journalistes et des chercheurs locaux au Mali et au Burkina Faso, septembre 2021.
 27. Entretien avec un chercheur étudiant les dynamiques d'ASGM dans la région de Kayes, Bamako, septembre 2021.
 28. Entretiens avec des journalistes et chercheurs locaux au Mali et au Burkina Faso ; agent des forces de l'ordre au Burkina Faso, responsable de sécurité au Burkina Faso, septembre 2021 ; Fahiraman Rodrigue Koné et Nadia Adam, Going for gold in western Mali threatens human security (La recherche d'or dans l'ouest du Mali menace la sécurité humaine), ISS Today, 8 juillet 2021, <https://issafrica.org/iss-today/going-for-gold-in-western-mali-threatens-human-security>.
 29. Entretien avec un chercheur étudiant les dynamiques d'ASGM dans la région de Kayes, Bamako, septembre 2021.
 30. Entretiens avec d'anciens et d'actuels responsables de sécurité au Burkina Faso, septembre 2021.
 31. Entretiens avec d'anciens et d'actuels responsables de sécurité au Burkina Faso, ainsi qu'un journaliste local au Mali, septembre-octobre 2021.
 32. Entretiens avec des personnes connaissant les opérations d'extraction minière artisanale d'or dans le nord du Mali, septembre-octobre 2021. Il est probable que cela soit principalement dû à la culture et la géographie : Kayes et Sikasso ont davantage de points communs avec le Burkina Faso (culturellement, ethno-linguistiquement, etc.). En revanche, le nord du Mali a davantage attiré des acteurs provenant du Niger et du Tchad.
 33. Entretiens avec des chercheurs locaux au Mali, septembre 2021.
 34. Entretiens au Mali, septembre 2021, avec notamment plusieurs contacts au sein de groupes armés et des personnes ayant une connaissance directe des opérations d'extraction minière artisanale dans le nord du Mali, septembre-octobre 2021.
 35. Fahiraman Rodrigue Koné et Nadia Adam, How western Mali could become a gold mine for terrorists (Comment l'ouest du Mali pourrait devenir une mine d'or pour les terroristes), ISS Today, 1 avril 2021, <https://issafrica.org/iss-today/how-western-mali-could-become-a-gold-mine-for-terrorists>.
 36. Ibid.
 37. David Lewis et Ryan McNeill, How jihadists struck gold in Africa's Sahel (Comment des djihadistes ont découvert un filon d'or au Sahel), Reuters, 22 novembre 2019, <https://www.reuters.com/investigates/special-report/gold-africa-islamists/>; International Crisis Group, Getting a grip on central Sahel's gold rush (Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central), 13 novembre 2019, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/282-reprendre-en-main-la-ruée-vers-lor-au-sahel-central>; Fahiraman Rodrigue Koné et Nadia Adam, How western Mali could become a gold mine for terrorists (Comment l'ouest du Mali

pourrait devenir une mine d'or pour les terroristes), ISS Today, 1 avril 2021, <https://issafrica.org/iss-today/how-western-mali-could-become-a-gold-mine-for-terrorists>.

38. Entretiens au Mali, notamment avec deux personnes qui avaient visité des sites où les djihadistes limitaient l'accès aux mines aux étrangers, septembre 2021.
39. Boris Ngounou, Mali: Government leads campaign against cyanide use in gold panning (Mali : le gouvernement mène une campagne

contre l'utilisation du cyanure pour le lavage à la batée), Afrik21, 20 septembre 2019, <https://www.afrik21.africa/en/14216-2/>.

La région Sud-Ouest du Burkina Faso risque de devenir une nouvelle zone d'insécurité.

Dans la région Sud-Ouest du Burkina Faso, limitrophe de la Côte d'Ivoire et du Ghana, se sont développées de solides économies transfrontalières basées sur la contrebande et le trafic, notamment de produits nécessaires à la production minière (comme les produits chimiques, les explosifs et le carburant).¹ Ces dernières années ont vu une augmentation nette de la criminalité armée et de la violence intercommunautaire dans la région en raison de plusieurs facteurs, notamment les difficultés économiques, l'insécurité alimentaire, et la concurrence pour la possession des sols et des ressources en eau.²

Les entretiens menés par la Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) auprès d'une série d'acteurs au Burkina Faso, au Mali, en Côte d'Ivoire et au Ghana indiquent que ces nouveaux

facteurs d'insécurité constituent une menace sérieuse pour la stabilité dans la région Sud-Ouest, ainsi que dans les régions voisines de Côte d'Ivoire et du Ghana.³ Les groupes djihadistes sont de plus en plus actifs dans le Sud-Ouest, même s'ils semblent qu'ils ne soient pas encore impliqués dans le lucratif secteur de l'extraction minière d'or dans cette région.⁴

Une économie qui repose sur l'or

Auparavant largement dépendant de l'agriculture, le Burkina Faso dépend aujourd'hui fortement de l'industrie minière après une transition rapide. Environ 14 % du produit intérieur brut du Burkina Faso et 75 % de ses exportations proviennent de l'exploitation minière, l'or représentant 93 % de ces exportations.⁵ L'extraction minière d'or est une source majeure de revenus pour environ 700 000 personnes dans le secteur informel (soit 13 fois plus que dans le secteur formel) avec deux



Travailleurs d'une mine d'or artisanale à Essakane, au Burkina Faso.

© Alamy

autres millions de personnes impliquées dans les services annexes dans le secteur minier.⁶

La région Sud-Ouest a été l'une des premières zones d'extraction minière d'or du Burkina Faso, bien avant l'époque coloniale,⁷ et joue aujourd'hui un rôle majeur dans la production d'or du pays. Une enquête de 2017 réalisée par l'Institut national de la statistique et de la démographie du Burkina Faso indiquait que la région était à l'origine de la moitié des 9,5 tonnes d'or produites dans les sites artisanaux du pays, employant 46 086 personnes sur 61 sites en 2016.⁸ Les entretiens menés avec des chercheurs locaux et des représentants du gouvernement ont indiqué qu'il y a au moins 70 sites artisanaux dans la région au 1er septembre 2021.⁹

L'activité d'ASGM au Burkina Faso est en très grande partie informelle, y compris dans la région Sud-Ouest, avec de faibles chances pour les mineurs de trouver un emploi formel et de gagner davantage que seulement de quoi survivre.¹⁰ Le secteur de l'extraction aurifère artisanale joue un rôle compliqué au Burkina Faso, en fournissant du travail et des activités économiques autres que l'agriculture, mais en contribuant dans le même temps aux impacts environnementaux et sociaux négatifs. Par exemple, une étude de mai 2017 a montré

que les zones où se trouvent des sites d'extraction aurifère ont des niveaux de vie moyens supérieurs aux autres, mais elles peuvent aussi constater une augmentation des inégalités et du travail des enfants.¹¹

L'ASGM dans la région Sud-Ouest a eu d'importants impacts sociaux et environnementaux. Elle a stimulé le changement technologique au niveau des techniques locales d'exploitation minière et d'agriculture, et elle a offert des opportunités économiques et politiques aux acteurs locaux, souvent dans le contexte d'institutions et de relations de pouvoir formelles et informelles existantes.¹² La grande majorité des personnes vivant dans cette région dépendent de l'agriculture de subsistance.

Mais les activités agricoles ont lieu uniquement durant la saison humide, qui ne dure que de mai à mi-octobre. En outre, le changement climatique, qui se traduit principalement par une baisse des précipitations, rend les conditions et l'activité agricole toujours plus difficiles, ce qui rend les opportunités économiques alternatives dans le secteur de l'extraction aurifère d'autant plus attrayantes.¹³



Extraction minière d'or dans la province du Yatenga, au Burkina Faso.

© Universal Images Group via Getty Images

L'or est lié aux économies de contrebande régionales

Il existe des itinéraires et des réseaux de contrebande transfrontaliers bien établis dans la région. Les produits licites tels que le carburant, les motos, l'électronique et les biens de consommation sont introduits clandestinement depuis le Ghana et la Côte d'Ivoire dans le sud-est du Burkina Faso à la fois pour les marchés nationaux et pour être ensuite exportés vers le Mali.¹⁴ Les stupéfiants, comme le cannabis cultivé au Ghana et dans une moindre mesure dans le nord de la Côte d'Ivoire, sont aussi passés en contrebande le long de ces itinéraires.¹⁵

Les produits pharmaceutiques vendus au marché noir et contrefaits qui sont expédiés dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest font également l'objet d'un trafic vers le Burkina Faso le long d'itinéraires bien établis. Ils sont destinés à la fois aux marchés nationaux et à l'exportation vers le Mali.¹⁶

L'extraction minière artisanale d'or (ASGM) dans les zones frontalières de la région Sud-Ouest est liée à plusieurs de ces économies de contrebande. Par exemple, durant la crise politique de 2010-2011, des groupes rebelles dans le nord de la Côte d'Ivoire ont mis en place un réseau de contrebande reliant le nord-est du Ghana à la région Sud-Ouest du Burkina Faso via le nord-ouest de la Côte d'Ivoire. Le lien entre extraction minière de l'or et réseaux criminels est probablement le plus clair dans les économies de contrebande ayant émergé autour du matériel utilisé pour l'extraction minière. À titre d'exemple, la présence d'or dans la région Sud-Ouest du Burkina Faso, ainsi que la prolifération de mines artisanales dans les régions de Kayes et Sikasso au Mali, a entraîné une augmentation du trafic de mercure et de cyanure du Ghana vers la région Sud-Ouest, comme cela est indiqué ailleurs dans ce bulletin de risque. Alors que le mercure était autrefois le produit le plus fréquemment



Figure 7 Itinéraires de contrebande clés vers la région Sud-Ouest, au Burkina Faso.

utilisé lors de la dernière étape de la chaîne de production, le cyanure est devenu ces dernières années l'alternative favorite pour extraire l'or des « boues » résiduelles et de la terre dans les zones d'exploitation aurifère.¹⁷ Le cyanure acheté en Côte d'Ivoire ou bien au Ghana arrive dans la région Sud-Ouest via des itinéraires reliant Bouna à Doropo en Côte d'Ivoire, d'où il est ensuite introduit en contrebande à Kampti, puis transporté à Gaoua. Cette ville est une plaque tournante majeure et un point de groupage pour l'entreposage et la vente des produits liés à l'or passés en fraude dans la région Sud-Ouest.¹⁸ En outre, l'importation de la technologie de traitement au cyanure dans le nord du Ghana serait dominée par des Burkinabés ; les personnes utilisant le cyanure étant appelées 'Burkina Burkina'.¹⁹

Dans le nord du Ghana, l'engrais subventionné par le gouvernement est revendu dans le pays et au Burkina Faso, et serait utilisé dans les mines artisanales comme explosif improvisé. Une interdiction d'utiliser des explosifs dans le secteur de l'ASGM au Burkina Faso laisse très peu de ressources légales aux mineurs artisanaux lorsqu'ils doivent ouvrir ou élargir un puits pour extraire le minerai de la roche dure, ce qui alimente la demande d'explosifs illicites.²⁰

Il a également été signalé que des négociants venus du Burkina Faso et de Côte d'Ivoire ont acheté de l'or dans la région du Haut Ghana occidental et l'ont passé en contrebande vers leurs pays respectifs, mais aussi que des Burkinabés sont venus au Ghana et ont exploité des mines illégalement.

La richesse générée par l'extraction minière d'or et la simplicité avec laquelle il est possible de transporter ce métal peuvent nuire à la sécurité des communautés vivant à proximité des mines, et attirer des acteurs armés cherchant à se lancer dans l'extraction minière, le banditisme ou le racket en échange de leur protection.²¹ Les armes entrent illégalement dans le sud du Burkina Faso, approvisionnant ainsi un marché qui regroupe des groupes criminels, des groupes d'« auto-défense » locaux et les mineurs eux-mêmes.²² Les armes dans la région du Sud-Ouest sont principalement achetées au Ghana et en Côte d'Ivoire, mais aussi à l'intérieur du pays.²³ Les sites d'extraction minière d'or dans la région Sud-Ouest représentent aussi des clients pour les produits pharmaceutiques du marché noir et contrefaits introduits clandestinement depuis la Côte d'Ivoire et le Ghana, surtout les analgésiques (dont les opiacés et les

anti-inflammatoires non stéroïdiens) et les médicaments antipaludéens.²⁴

Un point chaud potentiel nécessitant des approches nuancées

Dans le nord et l'est du Burkina Faso, des groupes djihadistes sont directement impliqués dans le secteur de l'extraction minière d'or, contrôlant l'accès à certaines zones minières et percevant un pourcentage sur les revenus issus de l'or.²⁵ Les zones d'extraction minière d'or ont également été des zones de conflit intercommunautaire impliquant des milices d'auto-défense soutenues par le gouvernement et des groupes djihadistes.²⁶

Pourtant dans la région Sud-Ouest, il n'y a pas de relations directes claires ou actuellement définies entre l'extraction de minéraux et les groupes djihadistes.

La région Sud-Ouest et la région voisine des Cascades ont en revanche connu une augmentation de l'extrémisme violent, des violences intercommunautaires et de la criminalité armée depuis la fin de l'année 2018.²⁷ Dans ces deux régions, des groupes djihadistes ont mené de multiples attaques contre des cibles militaires et civiles en 2021, et des officiers locaux avertissent qu'il existe un risque d'invasion.²⁸ Les sources gouvernementales au Burkina Faso ont déclaré à la GI-TOC que la Katiba Macina et le groupe Ansarul Islam disposent de cellules dormantes dans la région, qui opèrent des deux côtés de la frontière avec la Côte d'Ivoire et le Ghana.²⁹

Des groupes djihadistes ont fait des incursions particulièrement importantes du côté ivoirien de la frontière, infiltrant les économies criminelles locales, surtout dans les zones proches du parc national de la Comoé (voir carte) et menant des attaques contre les forces gouvernementales.³⁰ Alors que le parc abrite une flore et une faune très riches, il est également connu pour receler d'importantes réserves d'or. Une organisation non gouvernementale locale a expliqué que le parc a aussi vu arriver de nombreux jeunes originaires des zones environnantes pour y chercher de l'or, et que des bus de mineurs artisanaux arrivaient du Burkina Faso pour travailler sur ces sites.³¹

Des dynamiques similaires pourraient être à l'œuvre du côté ghanéen de la frontière, avec des menaces de sécurité signalées dans le nord du pays. Par exemple, le 15 juin, les forces de police de la région du Haut Ghana



Un marché à Gaoua, dans la région Sud-Ouest.

Photo : Alamy

oriental ont été placées en alerte maximale après avoir reçu des renseignements concernant un attentat prévu dans la région de Bolgatanga, qui avait été largement médiatisé sur les réseaux sociaux.³²

Étant donné ces dynamiques locales et régionales, la région Sud-Ouest du Burkina Faso mérite une attention sérieuse pour les efforts de stabilisation locaux, nationaux et internationaux. Les représentants locaux du gouvernement tirent déjà la sonnette d'alarme face aux affrontements mortels entre les communautés locales et les mineurs en quête d'or venant dans la région.³³

Cependant, les responsables politiques doivent être attentifs à ne pas imposer prématurément des discours de 'mineral de conflit', qui supposent un lien 'naturel' entre violence, insécurité et ASGM,³⁴ et mènent souvent à des interventions qui échouent à atténuer le conflit ou à répondre aux besoins des populations locales.³⁵ Les responsables politiques devraient plutôt chercher à améliorer la sécurité locale et à agir maintenant, pour mettre en place des mécanismes de désescalade et de résolution du conflit afin de rendre les communautés plus résistantes face à l'extrémisme violent.

Notes

1. Roberto Sollazzo et Matthias Nowak, Tri-border transit: Trafficking and smuggling in the Burkina Faso–Côte d'Ivoire–Mali Region (Transit tri-frontalier : trafic et contrebande dans la région Burkina Faso–Côte d'Ivoire–Mali), Small Arms Survey, Note d'information, octobre 2020, <https://www.smallarmssurvey.org/resource/tri-border-transit-trafficking-and-smuggling-burkina-faso-cote-divoire-mali-region>; North of the countries of the Gulf of Guinea: The new frontier for jihadist groups? (Le nord des pays du golfe de Guinée : la nouvelle frontière pour les groupes djihadistes ?), Promediation, Konrad Adenauer Stiftung, juillet 2021.
2. Insecurity in Southwestern Burkina Faso in the context of an expanding insurgency (L'insécurité dans le sud-ouest du Burkina Faso dans le contexte d'une insurrection en expansion), ACLED,

17 janvier 2019, <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/insecurity-southwestern-burkina-faso-context-expanding-insurgency>; Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Northern Côte d'Ivoire: new jihadist threats, old criminal networks (Nord de la Côte d'Ivoire : nouvelles menaces djihadistes, anciens réseaux criminels), Bulletin de risque - Numéro 1, GI-TOC, septembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/weaobs-risk-bulletin-1/>; North of the countries of the Gulf of Guinea: The new frontier for jihadist groups? (Le nord des pays du golfe de Guinée : la nouvelle frontière pour les groupes djihadistes ?), Promediation, Konrad Adenauer Stiftung, juillet 2021 ; Ivory Coast creates northern military zone after deadly attack (La Côte-d'Ivoire crée une zone militaire dans le nord du pays après un attentat

- meurtrier), Al Jazeera, 14 juillet 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/7/14/ivory-coast-creates-northern-military-zone-after-deadly-attack>.
3. Entretiens avec des chercheurs et des parties prenantes clés au Mali, au Burkina Faso, au Ghana, en Côte d'Ivoire, juillet-octobre 2021.
 4. Sam Mednick, Jihadis expand control to new Burkina Faso fronts (Les djihadistes étendent leur contrôle sur de nouveaux fronts au Burkina Faso), Associated Press, 17 juillet 2021, <https://apnews.com/article/africa-religion-government-and-politics-burkina-faso-ab3cc33ca48741adc0d5b33004604b8f>; Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Northern Côte d'Ivoire: new jihadist threats, old criminal networks (Nord de la Côte d'Ivoire : nouvelles menaces djihadistes, anciens réseaux criminels), Bulletin de risque – Numéro 1, Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, septembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/weaobs-risk-bulletin-1/>; North of the Countries of the Gulf of Guinea: The new frontier for jihadist groups? (Le nord des pays du golfe de Guinée : la nouvelle frontière pour les groupes djihadistes ?), Promediation, Konrad Adenauer Stiftung, juillet 2021 ; Insecurity in Southwestern Burkina Faso in the Context of an Expanding Insurgency (L'insécurité dans le sud-ouest du Burkina Faso dans le contexte d'une insurrection en expansion), ACLED, 17 janvier 2019, <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/insecurity-southwestern-burkina-faso-context-expanding-insurgency>; Ivory Coast creates northern military zone after deadly attack (La Côte d'Ivoire crée une zone militaire dans le nord du pays après un attentat meurtrier), Al Jazeera, 14 juillet 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/7/14/ivory-coast-creates-northern-military-zone-after-deadly-attack>.
 5. Cristiano Lanzano, Sabine Luning et Alizèta Ouédraogo, Insecurity in Burkina Faso – beyond conflict minerals: The Complex links between Artisanal Gold Mining and Violence (Insécurité au Burkina Faso – au-delà des minerais de conflit : les liens complexes entre extraction minière artisanale d'or et violence), NAI Politics Notes, 3, 2021.
 6. Ibid.
 7. Jean Baptiste Kiéthéga, *L'or de la Volta noire: Archéologie et histoire de l'exploitation traditionnelle, région de Poura, Haute-Volta*. Paris : Éditions Karthala, Centre de recherches africaines, 1983.
 8. Enquête nationale sur le secteur de l'orpaillage (ENSO), Institut national de la statistique et de la démographie, octobre 2017.
 9. Entretiens au Burkina Faso, septembre 2021.
 10. Eve Sanou et Tegan Holmes, 'Scaling Up Gold Trade in Burkina Faso with Eve Sanou' (Développer le commerce de l'or au Burkina Faso avec Eve Sanou), Artisanal Gold Council, 2 août 2021, <https://www.artisanalgold.org/2021/08/scaling-up-gold-trade-in-burkina-faso-with-eve-sanou/>.
 11. Agnès Zabsonré, Maxime Agbo, Juste Somé, Irène Haffin, Bold exploitation and socioeconomic outcomes: The case of Burkina Faso (Exploitation éfrénée et résultats socio-économiques : le cas du Burkina Faso), Partnership for Economic Policy Working Paper N° 2017-13, 1 mars 2017.
 12. Cristiano Lanzano et Luigi Arnaldi di Balme, Who owns the mud? Valuable leftovers, sociotechnical innovation and changing relations of production in artisanal gold mining (Burkina Faso) (Qui possède la boue ? Restes précieux, innovation sociotechnique et relations de production en évolution dans l'extraction minière artisanale d'or au Burkina Faso), *Journal of Agrarian Change*, 15 février 2021, <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/joac.12412>.
 13. Fritz Brugger et Jessica Zanetti, 'In my village, everyone uses the tractor': Gold mining, agriculture and social transformation in rural Burkina ('Dans mon village, tout le monde utilise le tracteur' : extraction minière d'or, agriculture et transformation sociale dans les zones rurales du Burkina Faso), *The Extractive Industries and Society* 7(3), juin 2020 ; McKinsey Global Institute, How will African farmers adjust to changing patterns of precipitation? (Comment les agriculteurs africains s'adapteront-ils à l'évolution des régimes des précipitations ?), mai 2020, <https://www.mckinsey.com/~media/mckinsey/business-functions/sustainability/our-insights/how-will-african-farmers-adjust-to-changing-patterns-of-precipitation/mgi-how-will-african-farmers-adjust-to-changing-patterns-of-precipitation.pdf>; Felix Op de Hipt, Bernd Diekkrüger, Gero Steup, Yacouba Yira, Thomas Hoffmann et Michael Rode, 'Modeling the impact of climate change on water resources and soil erosion in a tropical catchment in Burkina Faso, West Africa' ('Modéliser l'impact du changement climatique sur les ressources en eau et l'érosion des sols dans un bassin versant tropical au Burkina Faso, en Afrique de l'Ouest'), *CATENA*, Vol. 163, avril 2018.
 14. Entretiens avec des chercheurs et des journalistes locaux au Burkina Faso et au Mali, septembre 2021.
 15. Ibid.
 16. Entretiens avec des chercheurs et des journalistes locaux au Burkina Faso et au Mali, septembre-octobre 2021.
 17. Entretiens avec des chercheurs locaux et des acteurs impliqués dans l'extraction minière d'or au Mali et au Burkina Faso, septembre-octobre 2021. Voir aussi Cristiano Lanzano et Luigi Arnaldi di Balme, Who owns the mud? Valuable leftovers, sociotechnical innovation and changing relations of production in artisanal gold mining (Burkina Faso) (Qui possède la boue ? Restes précieux, innovation sociotechnique et relations de production en évolution dans l'extraction minière artisanale d'or au Burkina Faso), *Journal of Agrarian Change*, 21, 3.
 18. Entretiens avec des journalistes et chercheurs locaux, ainsi qu'un ancien haut responsables de sécurité au Burkina Faso, septembre 2021.
 19. Entretiens menés à Accra, septembre 2021.
 20. Sadraki Yabre et Tegan Holmes, Is ASGM legal in Burkina Faso? Workshops provide clarity and recommendations for the country's legal framework (L'ASGM est-elle légale au Burkina Faso ? Des ateliers apportent de la clarté et des recommandations pour le cadre légal du pays), Planet Gold, 29 juillet 2021, <https://www.planetgold.org/asgm-legal-burkina-faso-workshops-provide-clarity-and-recommendations-countrys-legal-framework>.
 21. Roberto Sollazzo et Matthias Nowak, Tri-border transit: Trafficking and smuggling in the Burkina Faso–Côte d'Ivoire–Mali Region (Transit tri-frontalier : trafic et contrebande dans la région Burkina Faso–Côte d'Ivoire–Mali), Note d'information, Small Arms Survey, octobre 2020, <https://www.smallarmssurvey.org/resource/tri-border-transit-trafficking-and-smuggling-burkina-faso-cote-divoire-mali-region>; Il semble que Dollar Power, une ville frontalière ghanéenne près de Bole, ait elle aussi connu ces dynamiques, avec des signalements d'une présence croissante de rebelles ivoiriens dans la ville en raison du développement de l'activité d'extraction minière d'or. Bole Chiefs & Residents Angry Over Dollar Power Documentary (Les chefs et résidents de Bole mécontents d'un documentaire sur Dollar Power), News Ghana, 8 février 2017, <https://newsghana.com.gh/bole-chiefs-residents-angry-over-dollar-power-documentary/>.
 22. Roberto Sollazzo et Matthias Nowak, Tri-border transit: Trafficking and smuggling in the Burkina Faso–Côte d'Ivoire–Mali Region (Transit tri-frontalier : trafic et contrebande dans la région Burkina Faso–Côte d'Ivoire–Mali), Note d'information, Small Arms Survey, octobre 2020, <https://www.smallarmssurvey.org/resource/tri-border-transit-trafficking-and-smuggling-burkina-faso-cote-divoire-mali-region>.

- border-transit-trafficking-and-smuggling-burkina-faso-cote-divoire-mali-region.
23. Entretiens au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Ghana, juillet-octobre 2021. Voir aussi : Roberto Sollazzo et Matthias Nowak, Tri-border transit: Trafficking and smuggling in the Burkina Faso-Côte d'Ivoire-Mali Region (Transit tri-frontalier : trafic et contrebande dans la région Burkina Faso-Côte d'Ivoire-Mali), Note d'information, Small Arms Survey, octobre 2020, <https://www.smallarmssurvey.org/resource/tri-border-transit-trafficking-and-smuggling-burkina-faso-cote-divoire-mali-region>.
 24. Entretiens avec des chercheurs et des journalistes locaux au Burkina Faso, septembre 2021.
 25. David Lewis et Ryan McNeill, How jihadists struck gold in Africa's Sahel (Comment des djihadistes ont découvert un filon d'or au Sahel), Reuters, 22 novembre 2019, <https://www.reuters.com/investigates/special-report/gold-africa-islamists/>; Getting a Grip on Central Sahel's Gold Rush (Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central), International Crisis Group, 13 novembre 2019, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/282-reprendre-en-main-la-ruée-vers-lor-au-sahel-central>; Nadoun Coulibaly, Islamic State, GSIM, al-Qaeda: The jihadist gold rush in Burkina Faso (État islamique, GSIM, Al-Qaïda : la ruée vers l'or djihadiste au Burkina Faso), The Africa Report, 24 août 2021, <https://www.theafricareport.com/120283/islamic-state-gsim-al-qaeda-the-jihadist-gold-rush-in-burkina-faso/>; Neil Munshi, Instability in the Sahel: how a jihadi gold rush is fuelling violence in Africa (Instabilité au Sahel : comment une ruée vers l'or djihadiste alimente la violence en Afrique), Financial Times, 26 juin 2021.
 26. Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Les économies criminelles ont joué un rôle clé dans le massacre de Solhan au Burkina Faso, Bulletin de risque - Numéro 1, Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, 2 septembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/weaobs-risk-bulletin-1/>; Getting a Grip on Central Sahel's Gold Rush (Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central), International Crisis Group, 13 novembre 2019, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/282-reprendre-en-main-la-ruée-vers-lor-au-sahel-central>.
 27. Insecurity in Southwestern Burkina Faso in the context of an expanding insurgency (L'insécurité dans le sud-ouest du Burkina Faso dans le contexte d'une insurrection en expansion), ACLED, 17 janvier 2019, <https://globalinitiative.net/analysis/weaobs-risk-bulletin-1/>; Three Burkina troops killed in attack near Ivorian border (Trois soldats burkinabés tués dans une attaque près de la frontière ivoirienne), Agence France Presse, 26 octobre 2021, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/282-reprendre-en-main-la-ruée-vers-lor-au-sahel-central>.
 28. Sam Mednick, Jihadis expand control to new Burkina Faso fronts (Les djihadistes étendent leur contrôle sur de nouveaux fronts au Burkina Faso), Associated Press, 17 juillet 2021, <https://apnews.com/article/africa-religion-government-and-politics-burkina-faso-ab3cc33ca48741adc0d5b33004604b8f>.
 29. Entretien avec un agent des forces de l'ordre et un ancien responsable de sécurité, Burkina Faso, septembre 2021.
 30. Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Northern Côte d'Ivoire: new jihadist threats, old criminal networks (Nord de la Côte d'Ivoire : nouvelles menaces djihadistes, anciens réseaux criminels), Bulletin de risque - Numéro 1, Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, 2 septembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/weaobs-risk-bulletin-1/>; North of the Countries of the Gulf of Guinea: The new frontier for jihadist groups? (Le nord des pays du golfe de Guinée : la nouvelle frontière pour les groupes djihadistes ?), Promediation, Konrad Adenauer Stiftung, juillet 2021 ; Ivory Coast creates northern military zone after deadly attack (La Côte-d'Ivoire crée une zone militaire dans le nord du pays après un attentat meurtrier), Al Jazeera, 14 juillet 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/7/14/ivory-coast-creates-northern-military-zone-after-deadly-attack>.
 31. Entretien avec des acteurs de la société civile, Abidjan, octobre 2021.
 32. Police on high alert after hint of terrorist attacks in Bolga, Tamale (La police en alerte maximale après des soupçons d'attentats terroristes à Bolgatanga, Tamale), Ghana Web, 15 juin 2021, <https://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/NewsArchive/Police-on-high-alert-after-hint-of-terrorist-attacks-in-Bolga-Tamale-1287172>.
 33. Joseph Haro, *Conflicts orpailleurs-autochtone au Sud-Ouest: l'or, le métal de la discorde*, Sidwaya, 9 septembre 2021, <https://netafrique.net/conflicts-orpailleurs-autochtones-au-sud-ouest-lor-le-metal-de-la-discorde/>.
 34. Cristiano Lanzano, Sabine Luning et Alizèta Ouédraogo, Insecurity in Burkina Faso - beyond conflict minerals: The complex links between artisanal gold mining and violence (Insécurité au Burkina Faso - au-delà des minerais de conflit : les liens complexes entre extraction minière artisanale d'or et violence), NAI Politics Notes, 3, 2021.
 35. Josaphat Musamba et Christoph Vogel, The problem with 'Conflict Minerals' (Le problème avec les 'minerais de conflit'), Dissent, 21 octobre 2021 https://www.dissentmagazine.org/online_articles/the-problem-with-conflict-minerals.

Les bulletins de risque sont des productions régulières de nos observatoires régionaux, qui mobilisent des réseaux de la société civile pour fournir de nouvelles données, et contextualiser les tendances liées aux réseaux criminels organisés, au commerce illicite ainsi qu'aux réponses qu'y apportent les États. Si vous souhaitez vous abonner aux prochains numéros du bulletin de risque, inscrivez-vous ici ou bien envoyez un e-mail à l'adresse Lyes.Tagziria@globalinitiative.net.

À PROPOS DE THE GLOBAL INITIATIVE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) est un réseau international de 600 experts répartis à travers le monde. Global Initiative fournit une plateforme destinée à promouvoir un débat plus large et des approches innovantes comme composantes d'une stratégie mondiale inclusive contre le crime organisé.

www.globalinitiative.net

Ce bulletin de risque est une production d'un projet de la GI-TOC soutenu par l'office allemand des Affaires étrangères. Les opinions exprimées dans ce bulletin ne reflètent pas nécessairement celles de l'office des Affaires étrangères.

Soutenu par



Federal Foreign Office



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME